



ESPRIT

Une revue dans l'histoire

1932-2002

Esprit
Une revue dans l'histoire
1932-2002



Esprit

Une revue
dans l'histoire
1932-2002

« Bonjour mon Général, il y a onze ans que je ne vous ai pas vu... »

– Mais je vous lis, je vous lis...

– Ça m'étonnerait, vous avez autre chose à faire.

– Alors, comment va Esprit ? Vous n'avez pas beaucoup de publicité, hein...

– On se débrouille autrement [...] »

Charles De Gaulle
à Jean-Marie Domenach,
février 1968

En proposant à ceux qui ne connaissent pas la revue et aux lecteurs qui regrettent de mal la connaître cette esquisse historique, nous ne cherchons pas à mettre en scène de manière convenue et hagiographique les principales séquences qui ont rythmé la vie d'un lieu intellectuel qui fête son soixante-dixième anniversaire. Notre ambition est de comprendre le rôle qu'elle a pu jouer, les difficultés qu'elle a rencontrées, ses grandeurs et ses faiblesses, mais aussi de rappeler les figures qui l'ont portée, en regard de nos propres inquiétudes et interrogations.

On associe habituellement la revue *Esprit*, créée en mai 1932 (octobre 1932 pour le premier numéro), à l'œuvre d'Emmanuel Mounier et à la pensée personnaliste. De même que la revue aurait eu pour rôle essentiel de vulgariser le personnalisme et la pensée de Mounier, elle aurait également servi de caisse de résonance au mouvement, pédagogique et militant, qui les a accompagnés.

Or, *Esprit* n'a pas été le réceptacle idéologique auquel on veut parfois la réduire. Son histoire n'est ni homogène ni uniforme. Elle a en effet regroupé des cercles et des individualités susceptibles d'exprimer des désaccords. Son aventure a été rythmée par des engagements successifs correspondant à autant d'événements auxquels les responsables du moment ont dû se confronter.

Si aujourd'hui l'état d'esprit et le style d'action sont restés proches de ceux des fondateurs, l'histoire de la revue n'en a pas moins été ponctuée par des ruptures et des césures qui en font l'originalité et lui ont donné une rare capacité de transmission et de renouvellement.

Risquer une synthèse de l'histoire de la revue, faire le pari d'une relecture qui ne fige pas la compréhension dans une « ligne » idéologique, ne sont pas sans signification : le regard en arrière donne certes « notre » version d'une histoire longue et collective mais à partir d'une attention au présent historique qui justifie l'engagement actuel au sein d'*Esprit*, la volonté de poursuivre, avec un même souci d'indépendance, l'aventure.

C'est pourquoi l'option retenue ici consiste à souligner la diversité des registres de la revue et de ses activités. *Esprit*, c'est en effet à la fois une rédaction, un groupe d'intellectuels, un mouvement militant et un réseau international : l'organisation rédactionnelle rend possible un foyer de création intellectuelle ; les engagements historiques collectifs renvoient à des événements fondateurs ; le mouvement militant illustre les hauts et les bas du militantisme personnaliste ; la présence internationale, enfin, ne s'est jamais démentie depuis 1932 puisque le sous-titre d'*Esprit* était dès l'origine « Revue internationale ». C'est donc l'histoire de ces différents cercles, et de leurs interactions, que nous nous proposons d'évoquer à grands traits.

Cet ensemble a été écrit par Daniel LINDENBERG, Olivier MONGIN,
Marc-Olivier PADIS, Joël ROMAN et Jean-Louis SCHLEGEL.
Nous remercions Goulven Boudic, Bernard Comte,
Guy Coq et Luce Giard pour leur relecture.

1932-1940

La fondation et l'avant-guerre

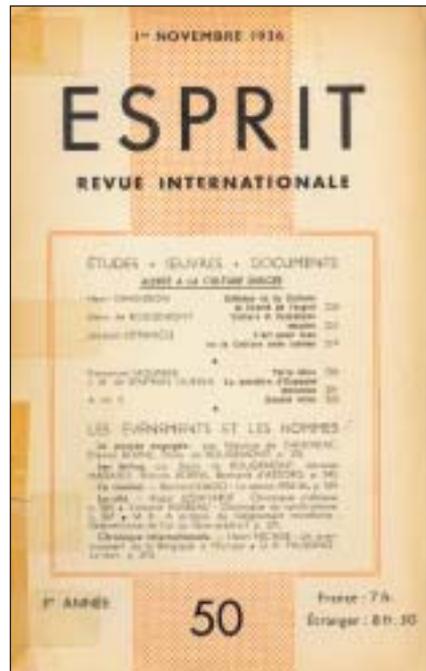
1932-1940

Jean Bazaine • Nicolas Berdiaeff
• Étienne Borne • Henri Davenson
(Henri-Irénée Marrou) • André Deléage
• Max-Pol Fouchet • Louis-Émile Galey •
Maurice de Gandillac • Edmond Humeau
• Georges Izard • Maurice Jaubert •
Jean Lacroix • Paul-Louis Landsberg
• Roger Leenhardt • Alexandre Marc •
Jacques Madaule • Jacques Maritain
• Emmanuel Mounier • Brice Parain •
François Perroux • André Philip •
Henry Poulaille • Wladimir Rabinovitch
• Marcel Raymond • Denis de
Rougemont • José-Maria de Semprun
y Gurrea • Victor Serge • Pierre-Henri
Simon • Pierre-Aimé Touchard •
Daniel Villey • Georges Zerapha

La fondation d'*Esprit* est issue d'un choix collectif. L'équipe d'*Esprit*, composée alors de quelques personnes, dont les plus notables sont Emmanuel Mounier, Georges Izard, André Deléage et Louis-Émile Galey, rassemble en fait un petit groupe de jeunes gens qui cherchent à s'émanciper des cadres et des codes dominants de leur temps. Ils perçoivent la France bourgeoise et vieillissante de la III^e République comme révolue. Ils appartiennent de ce fait pleinement à la constellation qui sera baptisée les « non-conformistes des années 30 » (Jean-Louis Loubet del Bayle). Leur préoccupation est double : d'une part, il s'agit de protester contre un monde moderne qui voit s'affirmer la domination d'un matérialisme individualiste, d'où le choix du titre *Esprit* ; d'autre part, cette protestation s'inscrit dans la perspective d'une révolution, moyen de convoquer ici le politique en même temps que le spirituel. Le mot d'ordre est « dissocier le spirituel du réactionnaire ».

Rupture avec le « désordre établi »

Un premier événement historique oriente la lecture de l'époque : le krach de 1929 montre la fragilité du capitalisme et de sa vision, libérale, de l'individu. Le libéralisme est donc considéré comme un système en crise. Plus largement,



Emmanuel Mounier (1905-1950)

Grenoblois, il a pour premier maître en philosophie le catholique libéral Jacques Chevalier, bergsonien. Mounier arrive à Paris en 1927 et réussit brillamment l'agrégation de philosophie. Fortement marqué par Péguy, il rencontre chez les Maritain, à Meudon, Georges Izard et André Deléage. Avec eux, il fonde en 1932 le mouvement et la revue *Esprit*, dont le mot d'ordre est la « rupture avec le désordre établi ». La vie de Mounier se confond alors avec l'animation intellectuelle et la direction pratique de la revue et des groupes qui gravitent autour d'elle. Outre d'innombrables prises de position et réflexions sur les événements en cours, il publie d'abord dans la revue l'essentiel de sa philosophie, désignée comme un projet de « révolution personaliste et communautaire ».

Lors de la guerre d'Espagne, il passe de la position arbitrale de Maritain à la défense des républicains ; il condamne Munich en 1938. Si sa critique de l'esprit bourgeois des démocraties évoque pour certains les appels à l'énergie et à la jeunesse que développent dans les années 1930 les doctrines autoritaires du fascisme et du communisme, Mounier n'a pas manqué de lucidité sur les aspects inacceptables et dangereux de leur doctrine – en premier lieu l'antisémitisme nazi – qu'il dénonce sans concession.

En 1940, Mounier pense qu'il est possible de faire entendre sa voix et choisit, contre l'avis d'une partie de ses amis, de continuer *Esprit* à Lyon. Pendant dix mois, il affirme sa présence dans ce qui reste de débat public, en opposant à demi-mot sa vision de la révolution personaliste à l'idéologie officielle de la

les failles de la conception utilitariste et bourgeoise du monde expliquent la « crise de civilisation » qui se profile. La doctrine que Mounier cherche à ce moment et qu'il ne formule sous le nom de « personalisme » que plus tard (à partir de 1934) a pour ambition d'y répondre : entre l'individu libéral d'un côté et les masses enrôlées dans le communisme et le fascisme de l'autre, la « personne » défend une « anthropologie », une conception de l'homme moins réductrice qui permettra de rompre avec le « désordre établi ». Fidèle à Péguy, Mounier refuse donc l'évasion idéaliste de la pensée, celle qu'il voit à l'œuvre dans les cercles de jeunes esthètes fédérés par la *Nouvelle Revue Française*. Mais, prenant aussi acte de la rupture laïque, il écarte la voie d'une « politique chrétienne » et il ne cessera, par la suite, de se quereller avec les représentants de la démocratie chrétienne. Enfin, il n'accepte pas non plus les options autoritaires des mouvements communistes et fascistes qui critiquent, comme lui, les régimes libéraux bourgeois.

« révolution nationale ». Après l'interdiction de la revue en août 1941, il travaille pour les mouvements de résistance. Arrêté avec les dirigeants de « Combat » en janvier 1942, il est jugé et acquitté en octobre. Il se réfugie alors à Dieulefit, où il reste caché jusqu'à la Libération.

Après la guerre, Mounier engage la revue, enrichie par la présence de nombreux nouveaux venus issus de la Résistance, dans les débats politiques de l'heure : réconciliation franco-allemande, guerre froide et Mouvement de la paix, décolonisation. Engagé dans des actions aux côtés des communistes, il dénonce leur rejet dans l'opposition en 1947, tout en menant un vif dialogue critique. Cette proximité s'explique par plusieurs raisons : les amitiés et les solidarités très fortes nées de la résistance commune, une certaine fascination pour l'action d'un parti « révolutionnaire », l'entrée en scène du marxisme intellectuel chez les plus jeunes, la découverte par les chrétiens, en ces années-là, des banlieues ouvrières et du prolétariat. Le schisme de Tito en Yougoslavie, le procès de Rajk à Budapest marquèrent, plus que le procès Kravchenko à Paris et le livre de Margarete Buber-Neumann (*Déportée en Sibérie*, Le Seuil, 1949), une prise de distance avec les communistes.

Mounier meurt subitement en mars 1950.

Jean-Marie Domenach a consacré un livre à Emmanuel Mounier au Seuil dans la collection « Écrivains de toujours ». Pour en savoir plus, on se reportera aux rééditions récentes (Le Seuil, coll. « Points-Essais », 2000) de deux recueils : *Refaire la Renaissance* et *Écrits sur le personnalisme*. Voir aussi le *Bulletin des amis d'Emmanuel Mounier* publié par l'Association des amis d'Emmanuel Mounier, 19, rue Henri-Marrou, F-92290 Châtenay-Malabry.

On peut juger aujourd'hui cette posture mal assurée, voire contestable : le fait est qu'elle n'aura pas la fécondité que ses auteurs espéraient. Mais au moins elle n'altère pas le jugement : dans cette période, les engagements d'*Esprit* sont clairs, et sa vigilance vis-à-vis des fascismes et du nazisme ne saurait être prise en faute. De même, la politique y est directement rencontrée, comme en témoigne la ferme condamnation par la revue du « lâche soulagement » de Munich au moment où les démocraties capitulent devant Hitler. La publication du premier texte d'Emmanuel Levinas dès 1934, « Quelques réflexions sur la philosophie de l'hitlérisme », atteste d'un souci qui ne fut guère partagé à l'époque.

Comme de nombreux autres groupes, *Esprit* se retrouve alors dans la perspective d'une « troisième force », ni capitaliste ni communiste. Mais, aussitôt, il faut à cette troisième force écarter l'hypothèque que fait peser sur

elle le fascisme, ce que ne font pas avec la même vigueur qu'*Esprit* des groupes comme « Ordre nouveau » (Denis de Rougemont, Alexandre Marc). En 1934, la rupture entre *Esprit* et Ordre nouveau viendra consommer ce désaccord (pour se distinguer, Mounier parle alors de « personnalisme communautaire »). Pour *Esprit*, la troisième force, ce sera un combat sur plusieurs fronts, à la fois politique et spirituel, ni libéral ni totalitaire. La notion d'engagement, forgée par Paul-Louis Landsberg, sera de ce point de vue la notion clé, dans la mesure où elle mettra à la disposition de Mounier et d'*Esprit* la définition qu'ils cherchaient de leur juste rapport au politique.

Paul-Louis Landsberg (1901-1944)

Ce jeune philosophe allemand quitte son pays le 1^{er} mars 1933, comme beaucoup d'opposants politiques au nazisme. Après avoir enseigné la philosophie à l'Université de Barcelone, il quitte l'Espagne en 1936 quand éclate la guerre civile pour la France où il fait la connaissance, par l'intermédiaire de Pierre Klossowski, de quelques membres du comité d'*Esprit*, à commencer par Jean Lacroix et Emmanuel Mounier. Encore trop sous-estimée, son influence sur les existentialistes et plus particulièrement sur la théorie de l'engagement personnaliste est décisive. Disciple de Max Scheler, influencé par les mystiques rhénans et saint Augustin, auteur de *Problèmes du personnalisme* et d'un *Essai sur l'expérience de la mort*, il promeut une réflexion moins idéaliste que celle des personnalistes français sur les valeurs et l'engagement, une réflexion qui n'hésite pas à tenir compte de la part du mal et de l'inhumain dans l'homme. Mais cette inflexion de la réflexion sur l'engagement n'est pas sans lien avec les événements liés à la guerre d'Espagne, comme en témoigne Jorge Semprun dans *Adieu vive clarté* (Gallimard, 1998), qui devait le conduire à considérer que les causes à défendre sont imparfaites. D'où une réflexion sans concession sur les conditions de la paix. « Ainsi, aujourd'hui, écrit Landsberg, il peut ne pas paraître vrai que l'alliance des fascismes menace d'esclavage les peuples libres d'Europe, et que les peuples encore libres aient encore besoin de toutes leurs forces pour se sauver [...]. La folie de la lâcheté devant le réel est une peste. La Tchécoslovaquie, l'Espagne ne regardent que les Tchécoslovaques et les Espagnols. Les mensonges absurdes, par exemple, sur les méfaits des "rouges" en Espagne trouvent crédit chez ceux qui recherchent à tout prix des excuses à une absurde inaction. Dormons, mangeons, faisons nos affaires en paix. » (*Problèmes du personnalisme*, Le Seuil, coll. « Esprit », 1952.)

Interné en mai 1940 comme sujet allemand, Landsberg s'évade, se réfugie quelques semaines à Lyon chez Jean Lacroix, puis gagne Pau où il est arrêté comme résistant par la Gestapo en mars 1943. Déporté près de Berlin au camp d'Orianenbourg, il y meurt d'épuisement le 2 avril 1944.

La réflexion sollicitée par l'événement

Mais la revue de Mounier doit aussi batailler sur un autre front : la « demande » catholique. Nombreux sont en effet ceux qui cherchent à en faire une revue « catholique », c'est-à-dire l'expression organique d'une pensée, d'un courant dans la société française. C'est en particulier le débat entre Emmanuel Mounier et Jacques Maritain. Celui-ci a apporté à la jeune équipe de la revue une forme de caution et souhaiterait en faire l'organe du nouveau catholique qu'il appelle de ses vœux. Si Mounier ne renie rien de son appartenance catholique ni de son inspiration chrétienne, il n'est pas question pour lui que la revue s'identifie à une parole institutionnelle, encore moins à un groupe sociologique particulier. Les grandes intuitions de *Feu la chrétienté* (qui paraît en 1950) sont déjà là. Aussi, s'il accepte, à la recommandation de Maritain, de se lier aux éditions Desclée de Brouwer, qui accueillent la revue, il maintient toutefois pour elle une stricte indépendance. Par ailleurs, les éditions Aubier-Montaigne abritent la première version de la collection « Esprit » et publieront notamment le *Manifeste au service du personnalisme* (1936).

Esprit donne aussi une place importante (un cinquième de la revue) aux œuvres de culture, autre versant de la révolution personnaliste. Outre les rubriques régulières de critique littéraire, théâtrale, musicale et

● octobre 1932

*Refaire
la Renaissance*

● mars 1933

*Rupture entre l'ordre chrétien
et le désordre établi*

● décembre 1933

*Pour la vérité
en Extrême-Orient*

● janvier 1934

*Des pseudovaleurs
spirituelles fascistes*

● décembre 1934

Révolution personnaliste

● janvier 1935

Révolution communautaire

● octobre 1935

Pour un nouvel humanisme

● décembre 1935

*La colonisation :
son avenir, sa liquidation*

● juin 1936

*La femme aussi
est une personne*

● juillet 1936

Où va le syndicalisme ?

cinématographique (tenues, entre autres, par les Madaule, Touchard, Jaubert et Leibowitz, Jahier et Leenhardt), la revue publie des poètes (Humeau et Miatlev, puis Fouchet et Emmanuel) et des écrivains, soutient les recherches de peintres (Bazaine, Gromaire) et de musiciens (Jaubert, Lourié). Elle milite pour une création artistique libérée de la tyrannie de l'argent et combat l'art pour l'art d'un côté, l'art asservi à l'idéologie ou au pouvoir de l'autre.

La guerre d'Espagne fournit la première occasion de se confronter à l'événement historique. Alertés par leur correspondant en Espagne, José-Maria de Semprun y Gurrea (voir les mémoires de son fils Jorge Semprun, *Adieu, vive clarté*), les animateurs de la revue prennent le parti des républicains au moment où le catholicisme français – à la notable exception de Bernanos – voyait en eux les adversaires naturels de l'Église.

Le développement du travail rédactionnel sous la direction d'Emmanuel Mounier et l'audience recueillie progressivement dénouent un des débats fondateurs d'*Esprit* : c'est le travail de la rédaction et non la construction du mouvement qui donne l'impulsion. Pourtant l'existence effective des groupes « Esprit » en province, en banlieue, en Belgique ou en Suisse laisse ouverte la question : *Esprit*, revue ou mouvement ? Cette hésitation est récurrente dans l'histoire de la revue, et il serait erroné d'opposer un Mounier homme de revue à des activistes (Deléage, Izard), partisans du mouvement. La revue existe dans son engagement qui fédère des énergies, met en mouvement des hommes. Mais elle ne saurait ensuite abdiquer son rôle au profit d'un groupe, même un groupe qu'elle aurait engendré. Les mouvements mènent aux congrès, aux mots d'ordre, aux prises de position, aux programmes ; la rédaction tient à préserver une liberté intellectuelle. Les groupes « Esprit » ne seront donc pas un mouvement, mais des lieux de réflexion, dont les membres devront trouver ailleurs de quoi satisfaire leur militantisme.

1940-1945

La période de la guerre

1940-1945

Marc Beigbeder • Hubert Beuve-Méry
• Georges-Emmanuel Clancier • Henri
Davenson • Georges Duveau •
Jean Lacroix • Jacques Madaule •
Claude-Edmonde Magny • Gabriel
Marcel • Emmanuel Mounier •
Joseph Rovin • Henri Thomas

nier). L'effondrement de la France est analysé comme la phase finale de la crise diagnostiquée depuis 1932.

« Contre-attaque interne »

Au lendemain de Munich, l'équipe a lancé un journal bimensuel, *Le Voltigeur français*, pour diffuser plus massivement et plus rapidement que dans la revue les réactions de la rédaction aux événements. Pierre-Aimé Touchard le dirige, assisté de Jacques Madaule, Jean Gosset et de journalistes amis. À la déclaration de guerre, ce journal fusionne avec la revue en un mince cahier mensuel dirigé par Touchard assisté de Mounier mobilisé. Celui-ci réussit, après la perte du numéro de mai 1940, à en faire imprimer un dernier en juin. En juillet 1940, l'équipe de la revue est dispersée : certains sont prisonniers (Paul Fraisse, Paul Ricœur, Daniel Villey), d'autres réfugiés en zone sud. Leurs réactions devant l'armistice et l'État français divergent, de l'opposition radicale (Étienne Borne, Paul-Louis Landsberg, Georges Zerapha) à une certaine participation à l'œuvre de la « révolution nationale » (Louis-Émile Galey, François Perroux). Mounier, réfugié à Lyon auprès de Jean Lacroix, décide, malgré les réticences ou la nette opposition d'une partie de ses amis (Paul Vignaux, Pierre-Aimé Touchard) de demander à Vichy l'autorisation de reprendre la parution de la revue en zone libre. Cette décision reflète à la fois une lecture de la conjoncture historique et une conception de l'engagement.

La lecture historique prend la défaite française pour acquise. Alors que De Gaulle trouve d'emblée la position prophétique, Mounier ne raisonne ni en combattant ni en politique, mais en témoin de ce qu'il voit comme la faillite d'une civilisation : sa tâche, pense-t-il, est de préparer l'avenir tout en maintenant une présence *hic et nunc* auprès de ses lecteurs. On peut considérer qu'une telle lecture du moment surestime la solidité du Reich et, à l'inverse, sous-estime le rôle de la poursuite de la guerre par les Alliés (Joseph Rovin publie cependant, en avril 1941, un article intitulé « L'Europe n'est pas seule »). Mais le jugement est plus facile à porter rétrospectivement que dans l'événement. En outre, le choix de poursuivre la parution d'*Esprit* correspond à une pensée de l'engagement qui refuse de se réfugier dans un déni de l'histoire, dans un absolu désincarné. Mieux vaut prendre le risque d'une présence, même surveillée, que de s'abstenir. C'est pourquoi Mounier s'intéresse peu, dans un premier temps, à l'action clandestine, contrairement à de nombreux militants démocrates chrétiens.

Esprit, Vichy et l'idéologie française

Les dix numéros d'*Esprit* publiés de novembre 1940 à août 1941 ainsi que plus généralement l'attitude de Mounier à l'égard de Vichy durant cette période n'ont cessé d'alimenter la polémique. Déjà en 1950, Roger Garaudy, alors héraut du stalinisme français, cherchait à salir *Esprit* en l'accusant de complaisance pour le régime de Vichy. Depuis, dans la même veine, avec d'autres objectifs politiques, Bernard-Henri Lévy et Zeev Sternhell, notamment, ne cessent de colporter cette calomnie. Ce dernier ne réédite pas un de ses ouvrages sans le flanquer d'une préface où il pousse à chaque fois un peu plus loin le bouchon, de façon étonnamment mécanique et stérile. Mounier aurait ainsi été l'un des principaux théoriciens du fascisme « à la française ». Et de laisser entendre que Mounier, mais aussi ses successeurs, Domenach et l'équipe actuelle de la revue, sont animés d'une idéologie nationaliste, chauvine et, en son fond, antisémite.

Mais il ne suffit pas de répéter, enfler et marteler un mensonge pour qu'il devienne une vérité. Il est regrettable que les historiens qui ont pris le soin d'examiner les essais de Bernard-Henri Lévy et les travaux de Zeev Sternhell et qui leur ont adressé des questions, des remarques, qui ont pointé des lacunes et des inexactitudes, n'aient pas été entendus. Lectures incomplètes, citations partielles, amalgames, anachronismes, absence de contextualisation : les fautes méthodologiques le disputent à la mauvaise foi polémiste.

Cette polémique trahit une inintelligence totale de la période. La critique par Mounier, depuis l'avant-guerre, de l'individualisme libéral, de la démocratie parlementaire et de l'égoïsme bourgeois, a certes des parentés avec la critique fasciste : tout comme elle en a, et de plus affirmées, avec la critique communiste et plus généralement les critiques socialistes, et celles de beaucoup d'autres, de Malraux à Sartre. Il serait plus exact de repérer là un lieu commun de la critique sociale, qu'on peut d'ailleurs aujourd'hui regarder d'un autre œil. Mais il est proprement insensé de ne pas voir que c'est très exactement cette inspiration qui se retrouve dans les différents programmes de la Résistance et même de la France libre. Il est regrettable d'avoir à répéter de telles évidences. La prochaine publication de l'intégralité des numéros de la revue publiés pendant la guerre, ainsi que des *Carnets* de Mounier, permettra à chacun de juger.

(Voir p. 75 *infra* la bibliographie sur ce sujet.)

Conscient que Vichy n'est pas un bloc, Mounier est également convaincu que le destin du régime n'est pas définitivement fixé, que certaines orientations peuvent être infléchies – surtout après le renvoi de Laval en décembre 1940, qui lui a peut-être laissé espérer qu'un espace s'ouvrirait pour une action d'influence au sommet. Il la tente dans les secteurs de la

Les Cahiers du Rhône

Après l'interdiction d'*Esprit*, et pour réagir contre elle, c'est en Suisse qu'Albert Béguin, qui sera le successeur de Mounier à *Esprit* en 1950, fonde en 1941, avec l'aide de Bernard Anthonioz, les *Cahiers du Rhône* aux éditions de La Baconnière. Il publie des textes qui expriment et confortent, au nom de la culture française et de l'humanisme chrétien, la résolution des résistants. Même si certains cahiers sont politiques ou tournés vers l'approfondissement du personnelisme, Béguin privilégie la littérature et accueille, grâce notamment à ses contacts avec Pierre Seghers, des textes d'horizons variés, de Jean Cayrol à Saint-John Perse (*Exil*), Supervielle, Eluard (*Poésie et vérité*, 1942) et Aragon (*les Yeux d'Elsa*). En deuxième lieu, son attitude vis-à-vis du contrôle de Vichy est double. En effet, la diffusion en France des *Cahiers du Rhône* est à la fois officielle et clandestine, ce qui lui permet de faire passer en France même les numéros censurés, comme celui d'avril 1943 (« Controverse sur le génie de la France »). Béguin ne cherche pas à jouer avec la censure par l'ironie ou le double sens : c'est la littérature, « glaive de l'esprit », qui doit parler d'elle-même. Réagissant contre les récupérations de Vichy et sa relecture de l'histoire de France, les *Cahiers du Rhône* publient la poésie contemporaine et reviennent sur les classiques afin de défendre une idée de la culture et de la langue rétive aux embrigadements. Leur influence littéraire a été marquante pendant toute la guerre et après la Libération, jusqu'à leur extinction en 1958.

Jeunesse et de la Culture mais, dès février, il limite sa collaboration à des organismes dont l'orientation se distingue de celle du pouvoir (école d'Uriage et mouvements de jeunesse, association Jeune France). Dans la revue, il ruse avec la censure pendant dix mois (novembre 1940-août 1941), procédant par « demi-vérités », allusions et silences, jusqu'à l'interdiction par décision gouvernementale. De nombreux lecteurs y voient une incitation à la distance critique envers Vichy, d'autres, ainsi que des commentateurs postérieurs, reprocheront à Mounier d'avoir cautionné le régime, de s'être prêté à la récupération des thèmes personalistes.

« Clandestinité ouverte »

Mounier rédige lui-même alors une grande partie des textes de la revue ; il s'appuie surtout sur Jean Lacroix, avec l'aide de quelques plumes rencontrées à Lyon (Marc Beigbeder, Hubert Beuve-Méry). Après avoir

Grandeurs et misères de la République*

« D'où vient que je ne mette pas ton feu à dépoétiser la défunte Troisième [République], et moins d'ardeur que je n'en ai placée contre le monde de l'argent ? D'un décalage d'expériences et d'ancêtres, je crois. L'explication n'est pas la même pour d'autres, mais pour moi et mes pareils, boursiers ou fils de boursiers (songe à Péguy, à *Notre jeunesse*), tu dois la comprendre.

Enfants, avec nos pères, nous avons appris une république héroïque, stylisée certes, mais qui eût pu être, qui fut à l'état naissant dans les années 1880, comme dans le socialisme primitif. Nous avons dû à nos bourses le latin et la suite. Nous avons vu dans le bloc de ses adversaires l'égoïsme social et une certaine sorte d'arriération religieuse et psychologique, contre quoi s'est faite la grande croisade de nos vingt ans. Nous n'avons pas connu la misère, mais notre père et notre mère, nos grands-parents au plus loin, y ont vécu, et nous l'avons bien reconnue comme une parente proche, abandonnée, à ne jamais renier : par là se sont éveillées les résonances socialistes de notre jeunesse.

Tout cela et, j'en conviens, un certain glissement dans le "surnaturalisme", dont nous parlions hier, nous a fait unilatéralement attentifs à une seule forme de la décadence moderne, partiellement distraits du mal proprement politique. Mais tout ce qu'il y a d'authentique dans cette mémoire, nous ne pouvons le renier. Péguy encore. Nous savons, par nos origines mêmes, que nous sommes ceux qui devons sauver ce qu'il y avait d'authentique, ou dans ces réalités, ou dans ces espoirs ; plus sensibles que toi peut-être à ce que, sous la pourriture et l'odieuse tromperie des comitards, le mot "républicain" ou "socialisme" conserve de valeur secrète. Ne vois dans ce léger temps d'arrêt que tu dois noter chez nous, avant les sacrilèges de cette espérance, que le désir de *sauver*, au sens religieux du mot, et non pas de préserver. Cette république-là, c'est un peu à mes yeux comme des sanctuaires chargés de laideur, avilis de commerce, tout crasseux du siècle, et que sauvent pourtant tant de prières humbles, naïves, d'espérances totales. »

* Extrait d'une lettre à François Perroux, septembre 1940, in « Entretiens », Emmanuel Mounier et sa génération. Œuvres, tome 4, Le Seuil, 1963, p. 672.

d'abord insisté, par réflexe d'autocensure, sur l'interprétation positive qu'on pouvait faire du discours officiel, il en arrive, à partir de février 1941, à exposer et à défendre pour elles-mêmes ses propres convictions et à dénoncer les dangers des « notions ambiguës ». Avec une audace croissante, il ridiculise la propagande officielle et combat la presse collaborationniste. Mettant en valeur Péguy combattant de la justice et de la liberté, il cite en exemple son attitude de respect et d'amitié envers les juifs (l'hommage . .

Albert Béguin (1901-1957)

Successeur de Marcel Raymond à l'Université de Bâle après 1937, fondateur en 1941 des *Cahiers du Rhône* édités à La Baconnière, le deuxième directeur de la revue *Esprit* est une figure mal connue. Alors qu'il prend la relève délicate du fondateur et dirige la revue durant une période difficile, celle pendant laquelle le « philocommunisme » et l'esprit des compagnons de route pèsent fortement, on considère souvent que ce grand universitaire, spécialiste de Balzac, de Nerval et du romantisme allemand, ce précurseur de l'école littéraire de Genève dont Jean Starobinski est l'un des continuateurs aujourd'hui, s'est trouvé projeté un peu par hasard à la tête de la revue. C'est oublier qu'il a permis à la revue de passer le cap difficile du début des années 1950 (la guerre froide est à son comble), qu'il a valorisé la dimension littéraire de cette publication d'une manière exemplaire (voir ses contributions au dossier sur la psychiatrie de 1952 et sur les prisons en 1955) et qu'il a été un voyageur lucide, capable par exemple de proposer un bilan de la situation en Inde. Comme peu de plumes dans l'histoire d'*Esprit*, il a réfléchi en termes géopolitiques, et ses chroniques sur le rôle respectif de l'Europe, de l'Allemagne, de l'Amérique, de l'Inde et de l'Asie, témoignent d'une singulière force d'analyse politique et spirituelle.

Voir *De l'amitié. Hommage à Albert Béguin*, textes réunis par Martine Noirjean de Ceuninck, sous la dir. de Jean Borie, Neuchâtel, Université de Neuchâtel, Genève, Librairie Droz, 2001.

Jean Cayrol

Né en 1911 à Bordeaux, Jean Cayrol crée une revue littéraire intitulée *Abeilles et Pensées* avant de fréquenter les *Cahiers du Sud*. Entré dans un réseau d'espionnage durant la Deuxième Guerre mondiale, il est interné à Fresnes (il y écrit des poèmes publiés par Albert Béguin dans les *Cahiers du Rhône* sous le titre *Miroir de la rédemption* en 1944) puis déporté au camp de Gusen-Mauthausen. Après la guerre, il publie *Poèmes de la nuit et du brouillard*, la trilogie *Je vivrai l'amour des autres* et *Lazare parmi nous*. Entré au Seuil en 1949, où il reprend la revue *Écrire* sous la forme d'une collection, il noue naturellement des liens avec l'équipe d'Albert Béguin, et est présent dans de nombreux ensembles de la revue. Sans y avoir de responsabilité directe, Cayrol influence souterrainement la réflexion d'*Esprit* et de la communauté intellectuelle sur la littérature, les nouvelles formes du roman et le mal radical.

D'autres plumes par la suite ont eu le souci de la littérature et de son évolution au sein de la rédaction : Bertrand d'Astorg, Claude-Edmonde Magny, Camille Bourniquel, Bernard Pingaud, Jeanyves Guérin et Christian Audejean.

- • remarquable rendu à Bergson va aussi dans ce sens) et critique les mesures de son ancien maître, Jacques Chevalier, devenu ministre, pour ramener « Dieu à l'école ».

Mais le double jeu de plus en plus hostile à Vichy ne sera pas longtemps possible : un texte ironique intitulé « Supplément aux mémoires d'un âne » (de Marc Beigbeder), évocation transparente d'un Pétain inconsistant asservi par Hitler, provoque l'interdiction de la revue. Soupçonné de participer au mouvement de résistance « Combat », Mounier est arrêté, emprisonné sans jugement et, après une grève de la faim de protestation, jugé et acquitté. Il se retire alors à Dieulefit où il prépare, dans une semi-clandestinité, la refondation de l'après-guerre tout en maintenant les contacts avec les membres dispersés de la revue en France et à l'étranger.

1945-1954

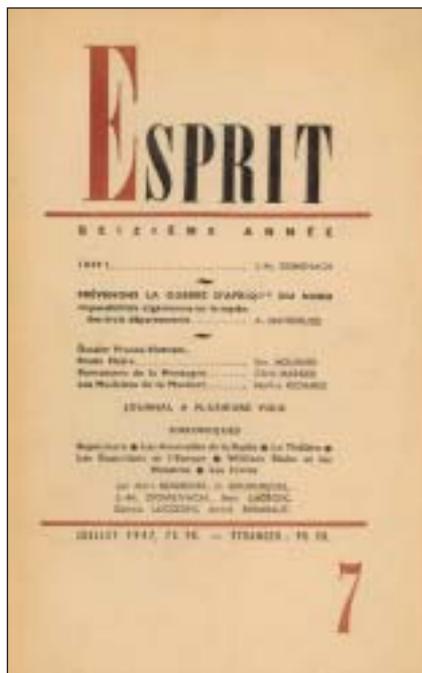
La refondation à la Libération

1945-1954

Henri Bartoli • André Bazin • Albert Béguin • Marc Beigbeder • José Bergamin • Louis Casamayor • Jean Cayrol • Jean-Marie Domenach • Mikel Dufrenne • André Dumas • Pierre Emmanuel • François Fejtö • Paul Fraise • Gilbert Gadoffre • Paul de Gaudemar • François Goguel • Georges Gurvitch • Jean Lacroix • Jean-William Lapierre • André Latreille • Georges Lavau • Claude-Edmonde Magny • Chris Marker • Henri Marrou • Tibor Mende • Emmanuel Mounier • Paul Mus • André Philip • Henri Quéfellec • Wladimir Rabinovitch • Paul Ricœur • Joseph Rovin • Pierre Schaeffer • Léopold Sedar-Senghor • Alfred Simon • Jean-Marie Soutou • Pierre-Aimé Touchard • Joseph Vialatoux

C'est bien d'une véritable « refondation » qu'il faut parler à la Libération. En effet, les circonstances ont changé du tout au tout. L'heure n'est plus au songe d'une révolution qui serait à la fois spirituelle et politique : le pays est à reconstruire, la réconciliation franco-allemande et la perspective européenne pointent mais, surtout, le triomphe sur le nazisme a établi comme force majeure du « progrès » le parti communiste et l'Union soviétique.

Par ailleurs, la revue s'est rajeunie et enrichie de jeunes gens qui ont été d'actifs résistants : Joseph Rovin et Jean-Marie Domenach, notamment, qui se succèdent aux fonctions de secrétaire de rédaction et auront un rôle durable. L'esprit de la Résistance – voir notamment Charles d'Aragon, *la Résistance sans héroïsme* et Alban Vistel, *l'Héritage spirituel de la Résistance* –, marque le renouveau de la revue, à la fois dans son style et dans ses thèmes ainsi que dans le rejet de la captation politique et partisane qui en est faite autour du général De Gaulle, avec lequel les relations seront toujours complexes, empreintes d'exigence et de sévérité mais aussi d'une sorte de compagnonnage de gauche.



André Bazin (1918-1958)

Marcel Légaut amène ce jeune normalien, ce philosophe influencé par Bergson, aux réunions des groupes « Esprit ». Son intérêt pour le cinéma le conduit aussi bien à écrire des chroniques ou des commentaires de films dans *Esprit* (mais aussi dans *Les Temps modernes*, *la Revue du cinéma*, *l'Écran français*...) qu'à animer des ciné-clubs dans l'esprit du militantisme pédagogique et culturel de l'après-guerre. Après avoir accompagné la naissance de *Télérama*, il fonde les *Cahiers du cinéma* avec J. Doniol-Valcroze et J.-M. Lo Duca en 1951. Considérant le cinéma comme l'art « ontologique » par excellence, celui qui rend le mieux visible le monde, le père spirituel de François Truffaut est un admirateur de Chaplin, Welles, Rossellini et Renoir. Si Marie-Claire Ropars et Michel Mesnil ont repris la chronique cinéma dans *Esprit* après sa mort en 1958, son influence reste décisive. En témoignent les propos de Serge Daney dans le premier des trois entretiens qu'il a accordés à *Esprit* (novembre 1983).

Parmi les témoignages rassemblés après la disparition d'André Bazin par les *Cahiers du cinéma* (janvier 1959), celui de Pierre-Aimé Touchard, qui tenait la chronique théâtrale d'*Esprit* dès avant la guerre, retrace une atmosphère propice aux rencontres entre les arts autour de la revue :

Nous recevons souvent à la revue *Esprit* des lettres de jeunes gens inconnus. C'est sans doute ainsi que je fis la connaissance d'André Bazin qui était alors encore élève à l'École normale supérieure de Saint-Cloud, donc vers 1938-1939. La chronique de cinéma à la revue était tenue simultanément par Valéry Jahier et Roger Leenhardt. Une réunion mensuelle ou hebdomadaire, selon les cas, nous rassemblait au café Saint-Sulpice avec Maurice Jaubert, titulaire de la chronique musicale, Goerg, Gromaire, Labasque et Bazaine, qui animaient la section Peinture. Quelques hommes de théâtre se joignaient à nous : Jacques Copeau y vint un moment et Simone Jollivet assurait la liaison avec Dullin. Enfin, Edmond Humeau, de son côté, catalysait les poètes. Je suppose, car ma mémoire est peu sûre, que c'est à l'une de ces séances qu'apparut le garçon déjà maigre et un peu voûté qui nous parlait en bégayant du groupe « Esprit » qu'il avait fondé à Saint-Cloud, en liaison avec quelques camarades de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses.

Le marxisme de retour

Ce qui caractérise alors politiquement la revue, c'est le refus d'une voie démocrate-chrétienne. Le MRP, tenu pour un parti confessionnel, est accusé de collusion avec la droite. Plus généralement, la méfiance est de rigueur à l'égard d'un monde chrétien qui commence à jouer un rôle nouveau dans le pouvoir républicain. La force d'attraction du parti . . .

André Philip (1902-1970)

Le profil politique d'André Philip, par son originalité, est représentatif des hommes d'action qui ont été proches des équipes de la revue : dans ses références intellectuelles comme dans son parcours, il s'est trouvé, quoique très engagé dans son temps, en décalage par rapport aux différents courants politiques dans lesquels il s'est impliqué. Ce protestant d'origine, lecteur de Péguy, Jaurès et Karl Barth, milite à la fois chez les étudiants chrétiens et les jeunesses socialistes et ne cherchera jamais à cacher sa foi quand il exprimera ses conceptions politiques.

Il suit une formation philosophique et juridique avant de passer l'agrégation d'économie politique en 1926. Ses références viennent du socialisme français de Saint-Simon et Proudhon plus que du marxisme dont il critique le scientisme déterministe. Il publie en 1928 un ouvrage remarqué sur *Henri de Man et la doctrine du socialisme*.

Après avoir commencé une carrière universitaire, il se présente aux élections du Front populaire et est élu député socialiste de Lyon. Proche de la revue *Esprit*, dans laquelle il publie des articles sur le socialisme, le syndicalisme et l'économie, il participe aux réflexions sur le planisme, voyage à l'étranger et rapporte des ouvrages sur l'expérience travailliste britannique et le problème ouvrier aux États-Unis.

Pacifiste mais antimunichois, il refuse les pleins pouvoirs à Pétain en 1940, participe à la direction du mouvement de résistance « Libération-Sud » puis rejoint le général De Gaulle à Londres. À la Libération, il prend une part très active à la reconstruction en tant que président de la Commission d'élaboration de la nouvelle constitution puis comme ministre de l'Économie. Il plaide ensuite rapidement pour la démarche de la construction européenne et se consacre à partir des années 1950 au mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe.

Il est exclu de la SfiO en 1958 après ses critiques contre la politique algérienne de Guy Mollet et adhère au Parti socialiste autonome qui deviendra le Psu. Ses travaux d'économiste le conduisent ensuite à travailler aux questions de développement et du tiers monde.

Cet itinéraire illustre à la fois un style d'intervention, fondé sur des convictions assumées et destinées à se traduire dans des créations institutionnelles, et une sensibilité restée sous-représentée dans notre culture politique, une inspiration réformiste et antibureaucratique, sociale et libérale, préoccupée de transformer les structures de la société sans céder aux réductions déterministes.

Esprit et le Seuil

Contrairement à une idée répandue, *Esprit* n'est pas la revue d'une maison d'édition. Elle n'est pas financée par le Seuil. Certes, « les collections "Esprit" [lancées par Mounier dès 1946]... étaient au catalogue du Seuil comme n'importe quelles autres, mais la revue restait indépendante sur tous les plans : intellectuel, commercial, financier* ». Il en fut ainsi après 1945, et les choses demeurent ainsi aujourd'hui. Et pourtant, l'impression d'une certaine communauté de destin, d'un compagnonnage ininterrompu jusqu'à nos jours, entre la revue et la maison d'édition n'est pas fautive non plus.

Mounier et Paul Flamand (fondateur du Seuil avec Jean Bardet) se sont connus dès 1936, lorsque Flamand apporta à Mounier un article qui fut... refusé. Il se peut même que des liens aient existé avant, puisque Flamand fut parmi les premiers souscripteurs lors de la naissance d'*Esprit*. Sous l'Occupation, ils se retrouvent ensemble au mouvement Jeune France, puis, à partir de 1943, « on prenait part à de petits congrès clandestins sur les pentes du Vercors, autour d'Emmanuel Mounier », raconte P. Flamand. Il fait probablement allusion aux deux congrès de Dieulefit, où se préparèrent l'après-guerre et le lancement des collections « Esprit ». En septembre 1945, Mounier s'installe avec la revue au 3^e étage du 27, rue Jacob, récemment acquis par le Seuil (pour les locaux, la revue sera soumise aux aléas des besoins en bureaux d'un Seuil de plus en plus imposant : elle s'installera au 19, rue Jacob dans les années 1950, et dans les années 1980 partira à l'adresse actuelle).

Mounier met en route ses collections sous l'égide de la revue. Paul Flamand note : « Les deux affaires étaient – et sont restées – voisines et distinctes. C'est l'amitié qui donnait toute sa force à ce statut ; et aussi la reconnaissance, car le rayonnement de la personnalité de Mounier a éclairé les débuts d'une maison qui se refusait à n'être que la sienne, mais qui, sans lui, n'aurait pas

- • communiste tient au fait qu'aux yeux de la majeure partie de l'équipe d'*Esprit*, comme d'ailleurs beaucoup d'autres à l'époque, il incarne la légitimité ouvrière, populaire. En revanche, sur le plan théorique, c'est un véritable débat de fond qui s'engage avec le marxisme et se poursuivra durant de longues années, notamment à travers les interventions de Jean Lacroix, professeur de philosophie en khâgne au lycée du Parc à Lyon – il y eut notamment comme élève Louis Althusser.

Toutefois, même si pour *Esprit* la rupture avec le monde bourgeois demeure la première tâche à accomplir, et si les premiers craquements de

été ce qu'elle fut. » Ces lignes un peu sibyllines font allusion à des tensions avec Mounier, dont Paul Flamand dut repousser, pour garder l'autonomie du Seuil, les visées quelque peu hégémoniques. Quoi qu'il en soit, les liens ne se brisèrent pas, et dès ce moment, *Esprit* fut un vivier d'auteurs pour le Seuil. Paul Flamand participait au comité directeur d'*Esprit* et, un peu plus tard, Albert Béguin fit partie du comité de lecture du Seuil. Béguin avait créé en Suisse pendant la guerre les très beaux *Cahiers du Rhône*, désormais diffusés par le Seuil. Il fut chargé du lancement d'une célèbre collection de petits volumes, « Écrivains de toujours ». En 1955, Domenach le remplaça pour deux décennies au comité de lecture, et dirigea, dans un Seuil qui ne cessait de grossir, la collection « Esprit ».

Outre cette collaboration au sommet, outre la publicité pour un livre du Seuil qui orne la « quatrième de couverture » des livraisons d'*Esprit* depuis des lustres, outre les innombrables collaborateurs d'*Esprit* devenus des « auteurs Seuil », des hommes essentiels dans l'histoire d'*Esprit* ont travaillé ou travaillent toujours au Seuil comme directeurs de collection et éditeurs. Paul Ricœur a fondé et dirigé la collection « L'ordre philosophique » avec François Wahl jusqu'en 1989. Jacques Julliard et Michel Winock, membres importants de la rédaction d'*Esprit* pendant des années, y ont lancé le domaine de l'histoire, avec une certaine insistance sur l'histoire politique (coll. « L'Univers historique »). Michel Winock a dirigé pendant des années « Points-Histoire », une des plus florissantes parmi les collections de poche « Points-Seuil ». Aujourd'hui, Olivier Mongin codirige la principale collection de sciences humaines du Seuil, « La couleur des idées », et Jean-Louis Schlegel y est éditeur à temps plein, également de sciences humaines, chargé, entre autres, du secteur des livres religieux et directeur de plusieurs collections de poche (« Points-Essais », « Points-Sagesse », « Livre de vie »).

* Les citations proviennent toutes d'une plaquette intitulée *Sur le Seuil*, rédigée par Paul Flamand en 1979 (épuisée).

la guerre froide amènent la revue à craindre fortement une domination américaine, les choses changent progressivement à partir de 1947. En 1948, nombreux sont les rédacteurs d'*Esprit*, notamment Paul Fraisse, qui s'associent à l'éphémère aventure du RDR (Rassemblement démocratique révolutionnaire), aux côtés de Rousset et de Sartre. Mais c'est d'un réfugié hongrois que devait venir l'impulsion définitive : en novembre 1949, *Esprit* publie le long article de François Fejtő, « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale », qui dénonce les manipulations des procès staliens. Si en France, le communisme continue à représenter, comme le

● août-septembre 1946

*Monde chrétien,
monde moderne*

● novembre 1946

L'homme américain

● avril 1947

*Prévenons la guerre
d'Afrique du Nord*

● juin 1947

*Les Allemands
parlent de l'Allemagne*

● août 1947

Y a-t-il une justice en France ?

● février 1948

*Union française sans
mensonge : Madagascar*

● novembre 1948

*Les deux visages du
fédéralisme européen*

● mars-avril 1949

Propositions de paix scolaire

● novembre 1949

Les démocraties populaires

pensaient de nombreux rédacteurs de la revue, en grande partie la classe ouvrière, du moins sa solidarité avec un régime oppressif et criminel est désormais établie.

Les chantiers de la modernisation

Les relations avec le communisme, si elles dominent la période, ne résument pas les engagements d'*Esprit*. Parmi ceux-ci, il en est un, précoce et constant, qui doit être signalé : la réconciliation franco-allemande, engagée avec éclat par un article de Joseph Rovan en décembre 1946, « L'Allemagne de nos mérites ». Autre engagement précoce et décisif lui aussi : la décolonisation, qui s'ouvre par un dossier prémonitoire en avril 1947, « Prévenons la guerre d'Afrique du Nord », et se poursuivra par une série de prises de position sur les événements d'Algérie et du Maroc, mais aussi d'Indochine et de Madagascar.

En 1949, à la suite d'une nouvelle poussée de « guerre scolaire » et sans préjuger des solutions concrètes, la revue publie un article de Joseph Vialatoux et André Latreille, professeurs d'université à Lyon, intitulé « Christianisme et laïcité », qui défend sans concession un État laïc (la laïcité est l'« expression juridique de la liberté de l'acte de foi »), mais critique un laïcisme qui constituerait une sorte de religion de l'État. Rappelons qu'à l'époque,

la laïcité proclamée de l'État apparaissait encore aux yeux de la plupart des catholiques comme un pis-aller – une position qui ranimait en permanence la guerre scolaire. Les deux auteurs souhaitent que l'Église sorte enfin de « la théorie de la thèse et de l'hypothèse », la thèse étant l'existence d'un État chrétien comme idéal de l'État terrestre, et l'hypothèse le constat d'une situation de fait, la présence de l'État laïc, favorisant la liberté religieuse, certes, mais imparfait, toujours en dessous de l'idéal d'un État chrétien.

Enfin, pour cette période, il convient de signaler la part importante que prend *Esprit* à la réflexion sur les questions politiques et sociales. En particulier, la revue engage une réflexion approfondie sur l'humanisme du travail, en lien avec les travaux des sociologues du travail, mais aussi des théologiens comme le dominicain Marie-Dominique Chenu et le jésuite Jean-Yves Calvez. Sur les problèmes institutionnels, la revue inaugure une tradition de réflexion sur la modernisation des institutions politiques et sociales du pays qui sera féconde par la suite. Dans ce cadre, où l'on voit l'influence des conceptions de Georges Gurvitch pour un droit social rénové, *Esprit* fera des suggestions en faveur du paritarisme. *Esprit* salue de même les premières tentatives de planification. Seule la construction européenne lui paraît suspecte, car trop entachée à ses yeux d'une soumission aux vues américaines.

● février 1950

*Yougoslavie,
révolution contestée*

● décembre 1950

Emmanuel Mounier

● février 1951

*L'heure du choix
en Afrique du Nord*

● mars 1952

L'expérience travailliste

● août-septembre 1952

Le Canada français

● novembre 1952

La gauche américaine

● décembre 1952

Misère de la psychiatrie

● août 1953

Situation de la peinture

ESPRIT

DIRECTEUR : EMMANUEL MOUNIER

15^e ANNÉE. — N° 132. — RUE JACOB, PARIS VI^e. — AVRIL 1947

PRÉVENONS LA GUERRE D'AFRIQUE DU NORD

IL y a douze ans, *Esprit*, sous la plume d'Andrée Viollis, poussait sur notre politique en Indochine un cri d'alarme que les événements ont complètement justifié depuis. Le paternalisme colonial prolonge le paternalisme économique, il se livre aux mêmes erreurs et aux mêmes déboires. Quand les tuteurs des classes ou des peuples provisoirement infériorisés cessent de se considérer comme des éducateurs, c'est-à-dire comme des émancipateurs, pour maintenir indéfiniment les privilèges et les facilités de la tutelle, quand ils ne savent exalter les grandeurs du passé que pour refuser les audaces du présent et les nécessités inscrites dans l'avenir de l'histoire, ils ont les guerres qu'ils méritent et récoltent les haines qu'ils ont couvées.

Tous les yeux sont actuellement tournés sur l'Indochine. Or à notre porte, en un point bien plus immédiatement vital pour la France, une seconde question d'Indochine se prépare. Si nous ne tirons pas cette année même les leçons de l'affaire d'Extrême-Orient, la guerre d'Afrique du Nord éclatera bientôt. C'est pour ouvrir les yeux de nos compatriotes, pour qu'ils soutiennent leurs représentants dans une initiative qui serait moins risquée à leurs yeux s'ils sentaient l'opinion derrière eux, que nous entreprenons cette série d'études sur l'Afrique du Nord. Puissent-elles partir à temps. Il est inutile de chercher de ridicules prestiges de puissance sur des terrains où nous n'avons pas la puissance de les soutenir, alors que chez nous, par une seule décision de l'intelligence et de la volonté, nous pouvons donner au renom français un éclat que recherchent en vain les richelieuseseries verbales de nos petits diplomates et de nos grands généraux.

1954-1968

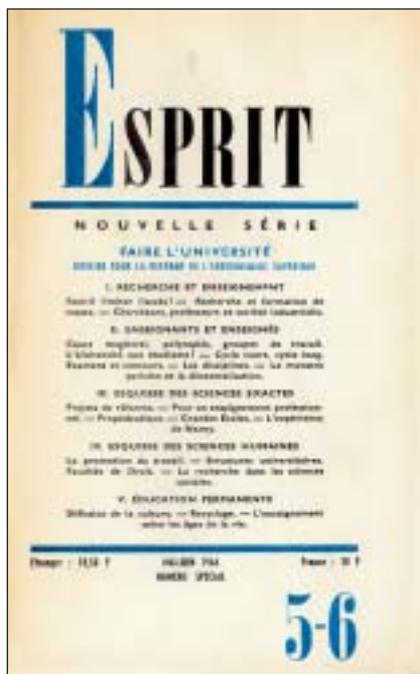
Décolonisation et modernisation

1954-1968

Christian Audejean • Kostas Axelos •
Henri Bartoli • Jean Bastaire • André
Bazin • Albert Béguin • Jean Boissonnat
• Camille Bourniquel • Louis Casamayor
• Jean Cayrol • Marie-Dominique Chenu
• Paul-Henry Chombart de Lauwe • Yves
Congar • Jean Conilh • Michel Crozier •
Jean Cuisenier • Henri Davenson • Alex
Derczansky • Jean-Marie Domenach
• André Dumas • Joffre Dumazedier •
René Dumont • Pierre Emmanuel
• François Fejtö • Ménie Grégoire •
Stanley Hoffmann • Edmond Humeau
• Jacques Julliard • Jean Lacouture •
Jean Lacroix • Jean-William Lapierre •
Paul-André Lesort • Jacques Madaule
• Chris Marker • Michel Mesnil •
Paul Ricœur • Jean Rous • Joseph Rovin
• Alfred Simon • Georges Suffert •
Paul Thibaud • Pierre Vidal-Naquet

En 1957, Jean-Marie Domenach devient directeur. *Esprit*, déjà fortement engagée dans l'opposition à la guerre d'Algérie, va alors contribuer à la naissance d'une « nouvelle gauche » sans complexe vis-à-vis du communisme. Dans le même temps, elle appuie les efforts de modernisation de la France par plusieurs numéros spéciaux qui feront date, dans la lignée du numéro sur la psychiatrie (décembre 1952), qui a accompagné la mise en place d'une politique de secteur : « Le loisir » (juin 1959), « La sexualité » (novembre 1960), « Faire l'université » (mai-juin 1964), « L'enfance handicapée » (novembre 1965), « Pourquoi le travail social ? » (avril-mai 1972). Le souci de « Réinventer l'Église » (novembre 1971) et de s'inscrire dans une réflexion religieuse, tout en restant dans un cadre strictement laïc, se lit dans la suite des numéros-enquêtes sur la religion en 1946 (« Monde chrétien, monde moderne »), comme en octobre 1967 (« Nouveau monde et parole de Dieu »).

Les années 1954-1968 sont restées dans la mémoire collective le cœur des « trente glorieuses », pendant lesquelles un vieux pays agraire est entré pour de bon dans l'ère industrielle. Mais le souvenir des guerres coloniales est aussi présent. 1954, c'est Diên Biên Phu, qui clôt la « guerre d'Indochine », et le début de ce qui va devenir, peu à peu, la guerre d'Algérie. Sur le



colonialisme, *Esprit* a toujours adopté, dès les origines, une position lucide et, il n'est pas inutile de le rappeler, courageuse à ce moment-là... Il est vrai qu'*Esprit* fédère plus que jamais un tissu serré de noyaux militants, d'associations comme Vie nouvelle, ou Citoyens 60, de groupes locaux et de réseaux professionnels (médecins, travailleurs sociaux, architectes, etc.) liés ou non aux syndicats, mais méfiants envers les partis politiques. Fidèle à *l'Héritage spirituel de la Résistance* dont Alban Vistel a décliné les acquis en 1952, l'équipe de la revue, souvent alertée par ses correspondants locaux (Maghreb, Sénégal) ou certains de ses militants métropolitains comme Marcel Reggui (d'origine algérienne) et des intellectuels proches (Francis Jeanson, Jacques Berque, Vincent Monteil), refuse obstinément de confondre mystique de l'indépendance nationale et politique colonialiste.

Esprit n'avait jamais cru à la politique française dans les « États associés » de l'ancienne Indochine. La collection « *Esprit/ Frontière ouverte* » avait publié les études de l'anthropologue Paul Mus (*Guerre sans visage*, 1961), très favorables à l'indépendance totale du Vietnam. L'implication de la revue sera toutefois infiniment plus grande dans la guerre d'Algérie. C'est en effet le contingent, et pas seulement une armée de métier, qui y est massivement envoyé. Le contingent est une image fidèle de la société française, une société où apparaît en particulier un nouveau type de militants chrétiens. Ces militants,

- mars 1954
Les prêtres ouvriers et l'espérance des pauvres
- avril 1955
Le monde des prisons
- novembre 1955
Arrêtons la guerre d'Algérie
- décembre 1956
Les flammes de Budapest
- février 1957
Les médecins parlent de la médecine
- juin 1957
Les maladies infantiles de l'indépendance
- décembre 1958
Albert Béguin
- juin 1959
Le loisir
- avril 1960
La lecture
- juin 1960
Situation du cinéma français
- novembre 1960
La sexualité
- mai 1961
La femme au travail
- juillet-août 1962
La planification française

passés par le scoutisme ou d'autres mouvements d'éducation populaire, seront parmi les premiers à faire émerger le problème de la torture. Domenach et Thibaud dénoncent ces pratiques, aux côtés d'autres intellectuels comme Pierre Vidal-Naquet. La revue, plusieurs fois soumise à des perquisitions et des saisies, ne versera pas pour autant dans l'antipatriotisme systématique où certains auraient voulu l'entraîner. Aucun de ses animateurs ne signera le « Manifeste des 121 » sur le droit à l'insoumission. Car pour eux l'impératif de justice ne saurait justifier l'antipatriotisme. Jean-Marie Domenach, au surplus, fait confiance à De Gaulle pour une solution de la question algérienne, ce qui entraîne la rupture avec Francis Jeanson ainsi que des tensions avec certains rédacteurs.

L'ardente obligation du Plan

Mais les années 1950 sont aussi celles du décollage économique et des débuts de la « société de consommation ». L'État en est, tradition colbertiste oblige, le chef d'orchestre. Les hauts fonctionnaires du Plan et de l'Aménagement du territoire sont souvent proches d'*Esprit* et se retrouvent dans des sociétés de pensée comme le Club Jean-Moulin. Ce club se réunit à partir de 1958 et rassemble hauts fonctionnaires qui croient au développement économique et élites syndicales et associatives à coloration personnaliste et communautaire. Il secrète une vision saint-simonienne de la société, qui se traduit par des œuvres comme celles de Michel Crozier, passé en 1952 des *Temps modernes* à la rue Jacob, après une discussion avec Domenach. Mais si la tentation « technocratique » existe indubitablement chez les hauts fonctionnaires et les sociologues qui font figure auprès d'eux d'« intellectuels organiques », la tendance n'est pas à *Esprit* de décréter une quelconque substitution de l'« administration des choses » au « gouvernement des hommes ». En concordance avec l'idée déjà présente chez Gilles Ferry ou Gilbert Gadoffre en 1945, des « élites de rayonnement », il s'agit de donner la parole et, *in fine*, le pouvoir à des hommes nouveaux issus du mouvement associatif, et singulièrement syndical (tendance « Reconstruction » de la CFTC, très proche d'*Esprit* à travers Paul Vignaux). Jacques Delors en est tout à fait emblématique tout comme Daniel Mothé, venu d'un petit groupe politique, *Socialisme ou Barbarie*, fondé notamment par Cornelius Castoriadis et Claude Lefort, qui est l'un des médiateurs essentiels de la revue en direction du monde ouvrier. Ces interventions aident . .

Esprit et la guerre d'Algérie

Dès 1947, dans un numéro au titre hélas prophétique, « Prévenons la guerre d'Afrique du Nord », la revue dresse un tableau sans concession et particulièrement lucide de la politique coloniale française en Algérie¹ : André Mandouze y rappelle que l'Algérie n'est pas la France, et dénonce fermement les illusions et les errements de la politique coloniale, le racisme quotidien, le mépris dans lequel sont tenus les Algériens musulmans. Les années qui suivent seront l'occasion de revenir régulièrement sur la question algérienne, avec de nouvelles contributions d'André Mandouze, mais aussi de Francis Jeanson, Mostefa Lacheraf, Jean Sénac, Kateb Yacine. À partir du début de la guerre, en novembre 1954, *Esprit* va accorder une attention croissante aux événements d'Algérie, à leur retentissement en métropole, mais aussi à la préparation de l'après-guerre². Les contacts de la revue sont toutefois plutôt du côté du MNA de Messali Hadj que du FLN et la revue dans sa majorité condamnera le terrorisme, influençant fortement le milieu étudiant, en particulier l'UNEF, dont la direction est composée en partie d'anciens de la JEC. C'est pourquoi l'UNEF, notamment, ne se rallie pas aux « porteurs » de valises.

À la publication d'analyses sociales, historiques ou économiques de la situation algérienne, succèdent de plus en plus souvent des témoignages et des prises de position fermes contre les exactions de la répression et contre la torture, mais aussi sur la condition des appelés du contingent, sur la misère des Algériens musulmans ou sur l'immigration algérienne en France.

Après le 13 mai 1958, tandis que s'intensifie la dénonciation de la torture et des exécutions sommaires, deux préoccupations l'emportent : l'évolution de la situation politique en métropole, avec la question de la démocratie comme point central, et les perspectives de paix.

Esprit partage la méfiance d'une bonne partie de la gauche à l'endroit de De Gaulle, en raison de son entourage et des circonstances de sa venue au pouvoir. Mais les souvenirs de la Résistance sont là aussi pour tempérer cette méfiance, en particulier pour Jean-Marie Domenach, à qui s'ajoute le discrédit dans lequel est tombée une bonne partie de la gauche, et en particulier la SFIO de Guy Mollet. *Esprit* refusera de voir en De Gaulle un dictateur en puissance proche du fascisme, à la fois par réalisme politique et en raison de la méfiance que lui inspirent ceux qui affectent ainsi la pose de l'antifascisme sur fond, pour certains, de démission dans l'affaire algérienne. Les glissements progressifs de De Gaulle (« la paix des braves », « l'autodétermination ») vers la négociation avec le FLN sont salués et encouragés, à mesure que s'éloigne l'effet ravageur du « je vous ai compris » adressé aux insurgés d'Alger. En fait, c'est à l'aune du progrès des négociations qu'est appréciée l'action du chef de l'État. Mais c'est aussi que cette perspective de la négociation a commandé toute l'orientation de la revue depuis de longues années.

Le désaccord entre les deux groupes, ceux qui soutiennent le FLN et ceux qui condamnent la politique française en maintenant une distance critique à son égard, est ainsi à la fois tactique et plus général. Les seconds reprochent aux premiers d'adopter une stratégie de rupture incapable d'entraîner l'adhésion d'une majorité, qui vacille pourtant depuis que le contingent est massivement utilisé dans les opérations militaires en Algérie. Le lien avec les syndicats est ici décisif. Mais il s'agit

aussi de désaccords de fond : le choix en faveur de l'autodétermination et de plus en plus en faveur de l'indépendance de l'Algérie s'accompagne d'une méfiance vis-à-vis du fonctionnement du FLN et d'une condamnation vive des méthodes du terrorisme, des attentats aveugles. Germaine Tillion rapporte que, lors de sa rencontre avec des responsables FLN de la bataille d'Alger, Yacef Saadi et Ali la Pointe, en 1957, elle ne ménagea pas ses interlocuteurs³. Par ailleurs, la condamnation du colonialisme s'accompagne d'une prise en compte du fait colonial, et notamment de la nécessité de se préoccuper des Européens d'Algérie, qu'on ne peut pas tous renvoyer dans le camp ultra.

Pour la même raison, la condamnation morale de la torture est aussi un acte politique : il en va du salut de la République, en métropole même (voir le cri d'alarme de Marrou, « France, ma patrie... », dans *Le Monde* du 5 avril 1956). C'est au nom d'une certaine idée de la France, plus que d'un progressisme historique, que la torture est condamnée. Enfin, il y a un autre argument que l'on trouve par exemple sous la plume de Jean-Marie Domenach : il y a quelque irresponsabilité à appeler à des actes de désobéissance dont on n'aura pas soi-même à subir les conséquences⁴. Il est vrai que l'appel des 121 n'était pas un texte d'appel à l'insoumission, mais de soutien à ceux qui s'étaient engagés dans cette démarche. Il est d'ailleurs signé par nombre de ceux qui sont proches d'*Esprit*, ou collaborent avec Paul Thibaud à *Vérité-Liberté* (« Cahiers d'information sur la guerre d'Algérie »). On a déjà cité André Mandouze, mais c'est aussi le cas de Pierre Vidal-Naquet. Celui-ci a d'ailleurs suggéré une distinction entre trois attitudes, devenue « classique⁵ » : les *dreyfusards*, qui condamnent la torture au nom des droits de l'homme et de valeurs universelles, mais parfois aussi au nom même du patriotisme français ; les *bolcheviks*, qui voient dans l'opposition à la guerre l'occasion d'une situation révolutionnaire ; et les *tiers-mondistes*, qui font des pays issus de la colonisation le lieu d'un nouvel espoir messianique. Mais cette distinction est méthodologique. Dans ses *Mémoires*, Pierre Vidal-Naquet fait remarquer que nombreux étaient ceux, à commencer par lui-même, qui étaient tour à tour l'un ou l'autre, voire les trois à la fois⁶. Mais des divergences importantes séparent souvent les protagonistes, d'autant qu'à des appréciations politiques différentes sur la situation française ou sur la ligne politique du FLN s'ajoute le retentissement des événements de Budapest en 1956 qui sépare les communistes de ceux qui condamnent le coup de force soviétique. Ces divergences pèseront fortement sur la suite, en particulier quand les différents courants de l'opposition à la guerre d'Algérie se montreront incapables de proposer une alternative commune à De Gaulle en 1965, et devront assister à la montée en puissance de François Mitterrand⁷.

1. Un choix de textes publiés durant la guerre d'Algérie paraît en mars 2002 dans la collection « Pluriel », chez Hachette-Littératures sous le titre *Écrire contre la guerre d'Algérie. 1947-1962*.

2. Dans sa thèse, Goulven Boudic relève qu'entre 1957 et 1962, *Esprit* publie sur le sujet 98 articles, 201 notes du « journal à plusieurs voix » et 17 textes collectifs signés *Esprit*. Voir *Les métamorphoses d'une revue* : *Esprit, 1932-1982*, ronéoté, p. 517. Cette thèse doit être prochainement publiée aux éditions de l'IMEC.

3. Cf. Pierre Vidal-Naquet, « La justice et la patrie. Une Française au secours de l'Algérie », *Esprit*, « Les vies de Germaine Tillion », février 2000.

4. Cf. Jean-Marie Domenach, « Histoire d'un acte responsable. Le cas Jean Le Meur », *Esprit*, décembre 1959.

5. Pierre Vidal-Naquet, *Face à la raison d'État*, La Découverte, 1989.

6. *Id.*, *Mémoires*, tome 2, *Le trouble et la Lumière*, Le Seuil/La Découverte, 1998.

7. Cf. Paul Thibaud, « Génération algérienne ? », *Esprit*, mai 1990.

Jean-Marie Domenach (1922-1997)

Né à Lyon en 1922, élève de Jean Lacroix, il est dès 1941 l'un des animateurs de la résistance étudiante au nazisme dans cette ville. Avec son ami Gilbert Dru, il collabore aux *Cahiers de notre jeunesse*, revue de jeunes chrétiens antinazis. Il participe à partir de 1943 aux tournées, dans les camps du Vercors, des « équipes volantes » issues de l'école des cadres d'Uriage. Il combat dans les maquis du Tarn. En 1945, il dirige pendant quelque temps *Aux Armes !*, la revue des Forces françaises de l'intérieur. En 1944, Mounier, qu'il a d'abord connu lors du procès de ce dernier à Lyon, lui avait demandé d'assurer le secrétariat de rédaction d'*Esprit*. Il fera ce travail seulement à partir de fin 1946 (après l'intérim assuré par Joseph Rovin), durant dix ans, d'abord sous la direction de Mounier, puis (à partir de 1950) d'Albert Béguin. Comme les autres membres d'*Esprit* sortis de la Résistance, il est marqué par le compagnonnage avec le parti communiste, tout en percevant vite et plus vivement que Mounier, les aspects déplaisants, les mensonges et les arrière-pensées du parti. Il prendra définitivement ses distances avec le parti communiste au début des années 1950, non sans conflits avec d'autres membres d'*Esprit*. À noter que Domenach publiera dans la collection « Esprit », en 1956, le livre du père Jean-Yves Calvez, *la Pensée de Karl Marx*, synthèse critique sans équivalent sur tous les aspects de l'œuvre de Marx. Il devient directeur à part entière en 1957 et le reste jusqu'en 1977. Il sera donc en première ligne pour des événements essentiels et des transitions très importantes dans l'histoire de la revue : guerre d'Algérie, décolonisation, gaullisme, Mai 1968, changements intellectuels et culturels des années 1960-1970...

Après son départ de la revue, Domenach gardera de nombreuses activités intellectuelles, d'abord à l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et au Centre de formation des journalistes de Paris (CFJ), ensuite et surtout à l'École polytechnique, où il est professeur de sciences sociales de 1980 à 1987 et y fonde le Centre de recherches et d'études appliquées (CREA). Il est aussi écrivain, conférencier, professeur invité dans diverses institutions et universités, en France et à l'étranger.

Adeptes du franc-parler, Domenach prend dans les années 1980 des positions qui suscitent parfois de légitimes controverses. Elles ne justifient cependant d'aucune façon les procès d'intention et les calomnies dont il est l'objet. Il meurt en juillet 1997. Sa femme, Nicole, publie en 2001 ses carnets, qui sont en fait un journal assez personnel, couvrant la période 1944-1977 (voir la bibliographie *infra*).

- à identifier le mensonge communiste, que certains, alors, ont encore du mal à reconnaître comme tel. À signaler qu'en ces années où s'accélère le rythme de la construction européenne, ce thème est pratiquement absent des colonnes de la revue. Le fait qu'il soit alors porté en grande partie par le MRP n'arrange rien, non plus que le lien, généralement admis à l'époque, entre européisme et « atlantisme ». En avril 1963, un jeune philosophe, Jean-Luc Nancy, observe que les jeunes ne s'expriment plus depuis les premières années de la guerre d'Algérie. Il constate que les mots ne s'accordent plus à l'action et appelle à une critique du langage technocratique qui est alors une tentation pour beaucoup.

Le retour du politique et le ralliement à la V^e République

La sympathie envers Mendès-France ne signifiait-elle pas déjà une aspiration au retour de la volonté en politique ? Comme chez François Mauriac dont les analyses croisent alors souvent celles de la revue, le mendésisme fraie la voie à un regain du mythe gaullien.

1958 marque en effet pour *Esprit* une prise de distance vis-à-vis des tendances « radicales » de l'intelligentsia parisienne (Sartre et l'équipe des *Temps modernes*, Blanchot, Duras, Maspéro). Parmi les rédacteurs, on fait la distinction entre les problèmes de décolonisation et ceux qui concernent les institutions, et donc, la signification du gaullisme revenu aux affaires. Pour les jacobins imaginaires de Saint-Germain-des-Prés, De Gaulle, c'est le fascisme, Hindenburg, au mieux ! Le triomphe du FLN, qu'il faut assurer au plus vite, signifiera la chute d'une dictature masquée qui ne peut que s'accrocher à l'Algérie française. D'où la signature accordée par cette famille de pensée au « Manifeste des 121 ». L'équipe d'*Esprit* en revanche sait les dangers d'une vision apocalyptique appliquée aux crises politiques. Jean-Marie Domenach médite de plus en plus sur la dimension propre du fait national, sur Barrès : « Lorsqu'en 1954, je publiai un livre sur Barrès, les petits camarades s'inquiétèrent ou s'esclaffèrent » (Jean-Marie Domenach, *Ce que je crois*, p. 131), comme sur De Gaulle, dont les *Mémoires de guerre* l'impressionnent.

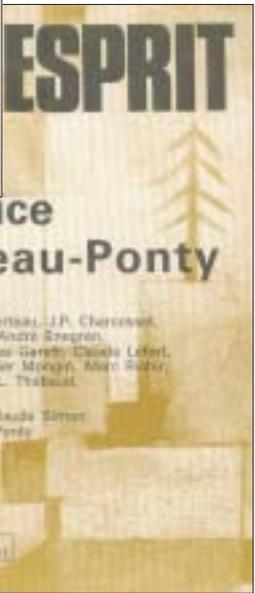
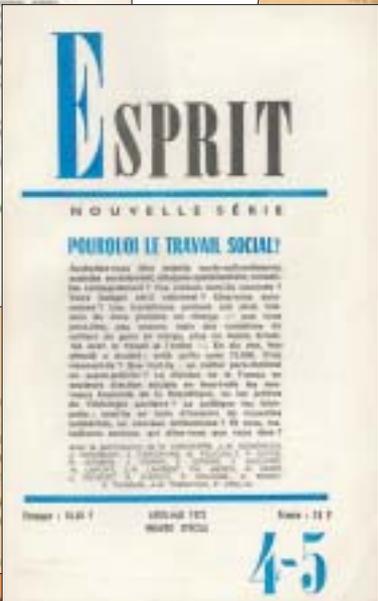
Face au défi antihumaniste des nouvelles « sciences de l'homme »

Nous avons déjà vu que la sociologie avait conquis ses galons à *Esprit* dans le sillage du courant modernisateur. Novembre 1963, c'est le numéro spécial consacré à *la Pensée sauvage* de Claude Lévi-Strauss. À cette occasion, Paul Ricœur – un « passeur » éminent entre le personnalisme d'avant-guerre et les nouvelles tendances de la pensée – définit la philosophie de Claude Lévi-Strauss comme « un kantisme sans sujet transcendantal ». Mais Jean-Marie Domenach pense déjà qu'« il y a vraiment deux écoles dans le structuralisme » (*Ce que je crois*, p. 118). L'une évacue l'histoire, ouvrant ainsi la voie au totalitarisme ; tandis que l'autre « trace les limites, et par la lucidité de son découpage fraie la voie à la nouveauté de l'esprit ». On est loin de ce qu'écrira Mikel Dufrenne dans son livre *Pour l'homme* (1968). C'est pourquoi, sous l'impulsion du directeur de la revue, le groupe « philosophie » consacrera toute la période 1967-1968 à décortiquer l'œuvre de Foucault, concluant par onze questions à l'auteur des *Mots et les Choses*, à quoi celui-ci répondra (pour une seule question, la première) dans le numéro de... mai 1968. Ajoutons à cela le statut particulier d'Althusser, ami personnel de Domenach depuis la khâgne de Lyon, auquel le groupe « philosophie » adressera aussi un questionnaire (mais la réponse ne sera pas publiée, alors que d'autres textes d'Althusser continuent

- janvier 1963
La démocratie, technique ou valeur ?
- mai 1963
Vieillesse et vieillissement
- novembre 1963
« La pensée sauvage » et le structuralisme
- mai-juin 1964
Faire l'université
- août-septembre 1964
Péguy reconnu
- mai 1965
Notre théâtre
- novembre 1965
L'enfance handicapée
- avril 1966
Les étrangers en France
- janvier 1967
L'Allemagne de nos incertitudes
- octobre 1967
Nouveau monde et parole de Dieu

régulièrement à l'être). La pensée de Lacan sera elle aussi tardivement reconnue grâce à un collaborateur trop méconnu de la revue, le psychiatre Yves Bertherat (« Le structuralisme, système et méthode », numéro de décembre 1967). En somme, ces premières « années Domenach » sont dans tous les domaines une époque de transition. Le mirage révolutionnaire s'éloigne à petits pas (son regain en 1968 n'est qu'apparent) et la confrontation avec les nouvelles formes d'antihumanisme relègue à une place subalterne le dialogue avec le marxisme, si structurant naguère.

Durant les années 1960, le travail de la revue est aussi scandé par une série de numéros spéciaux, qui portent sur la plupart des grandes questions de société, et marqueront durablement les milieux professionnels et les politiques publiques. *Esprit* assume ainsi une fonction d'éducation populaire, dans la continuité du compagnonnage avec des organisations comme Peuple et Culture. C'est en particulier le cas des ensembles sur « La femme au travail » (mai 1961), « Vieillesse et vieillissement » (mai 1963), « Faire l'université » (mai-juin 1964), « L'enfance handicapée » (novembre 1965), « Les étrangers en France » (avril 1966).



4-5

Maurice Merleau-Ponty
 par Michel de Certeau, J.P. Chironnet, Michel Dufrenoy, André Essegren, J.C. Esqui, Jacques Garret, Claude Lefort, Pierre Livet, David Mervin, Henri Rabin, Pierre Sarraz, J.L. Thébaud.
 avec notes sur Claude Lévi-Strauss par M. Merleau-Ponty



1968-1989

Mai 1968 et l'antitotalitarisme

1968-1989

Cornelius Castoriadis • Jacques Delors • Jean-Marie Domenach • Jacques Donzelot • Louis Dumont • Jean-Pierre Dupuy • Jean-Claude Eslin • Michel Estève • João Fatela • François Fejtö • Marcel Gauchet • Luce Giard • René Girard • Nicole Gnesotto • Stanley Hoffmann • Dick Howard • Ivan Illich • Jacques Julliard • Pierre Kende • Jean Lebrun • Claude Lefort • Guillaume Malaurie • Pierre Mayol • Henri Meschonnic • Philippe Meyer • Olivier Mongin • Daniel Mothé • René Pucheu • France Quéré • Philippe Raynaud • Marcel Reggui • Paul Ricœur • Jean-Pierre Rioux • Pierre Rosanvallon • Jean-Louis Schlegel • Alfred Simon • Paul Thibaud • Paul Virilio • Patrick Viveret • Michel Winock • Marie-Claire Wuilleumier

excès militants mais il suscite un intérêt chez des personnalistes qui, sensibles au thème de la critique de la société de consommation, ne craignent pas de parler d'une « crise de civilisation » qui réactualise la pensée du fondateur. Mais, et tel est le paradoxe de la période, voire le malentendu historique qui la nourrit, en renonçant à humaniser le marxisme, en optant pour le libéralisme politique, en se tenant à distance du général De Gaulle, figure respectée en dépit des critiques politiques rémanentes, la revue perd deux de ses ancrages majeurs : d'une part, le « peuple », dont le prolétariat était le représentant, n'est plus l'acteur central au nom de qui il faut agir ; d'autre part, les valeurs issues de la Résistance (la patrie, la dignité, l'honneur) menacent de s'évanouir avec l'exil politique du Général qui sera indissociable d'une crise spirituelle de la nation.

Certes, Mai 1968 est vécu de diverses manières au sein de la rédaction d'*Esprit*, le débat étant latent entre une partie de la rédaction – inspirée par exemple par les écrits de Michel de Certeau rassemblés sous le titre *la Prise de parole* –, et Jean-Marie Domenach qui pressent l'ambiguïté historique de la situation. Ce n'est que rétrospectivement que l'on saisit le regain « soixante-huitard » du personnalisme comme contrepartie d'un double deuil – le peuple et les valeurs d'une minorité morale. Ce regain intervient dans un contexte de fragilisation de la posture personnaliste, celle d'une élite morale soucieuse de l'éducation du peuple. Pourtant, avec les numéros qui ont précédé sur la

- février 1968
L'autre Europe (les démocraties populaires)
- août-septembre 1968
La révolution suspendue
- mars 1970
Révisions du communisme
- juillet-août 1971
Les opposants en Urss
- novembre 1971
Réinventer l'Église ?
- avril-mai 1972
Pourquoi le travail social ?
- juillet-août 1972
En finir avec les prisons
- février 1973
Des Japonais parlent du Japon
- mars 1973
Claude Lévi-Strauss
- janvier 1974
Israël et les Palestiniens
- octobre 1974
La formation permanente

réforme de l'Université, c'est bien la posture de l'éducateur qui est valorisée, mais dans un contexte tout autre, celui de la démocratisation des mœurs, de la crise de l'autorité et des valeurs qui l'accompagnent, celui d'un individualisme, hédoniste et libéré en l'occurrence, qui était pourtant la bête noire des non-conformistes dans les années 1930.

Si le mouvement issu de Mai 1968 évoque la « crise de civilisation » chère au personalisme, celui-ci devait vite renoncer à inventer de nouvelles formes de vie communautaire et favoriser les émancipations individuelles. La production de la revue est alors caractérisée par la dénonciation radicale du totalitarisme, par la défense de projets de réforme visant la société de consommation et par le sentiment que la révolution personaliste n'a pas perdu sa signification. *Esprit* puise alors moins dans l'expérience de la Résistance que dans les textes fondateurs du personalisme.

C'est au moment où Paul Thibaud prend la direction de la revue en 1977 que le renouveau personaliste laisse la place à une réflexion multidimensionnelle sur la démocratie qui prend en compte aussi bien la culture politique française, la dynamique européenne et le monde moderne. C'est dire que la réflexion va porter sur les ressorts de la démocratie, sur ce qui la rend possible, mais aussi précipiter une critique du personalisme, en tout cas celui que solidifie l'idéologie, qui sera manifeste dans le numéro du cinquantième (janvier 1983).

- mai 1975
L'éducation physique
- mars 1976
La mort à vivre
- juin 1976
La part des femmes
- juillet-août 1976
Retour du politique
- septembre 1976
Révolution et totalitarisme
- avril-mai 1977
Les militants d'origine chrétienne
- février 1978
Louis Dumont
- mai 1978
L'école de Francfort
- novembre-décembre 1978
Université : fécondité d'une crise ?
- septembre-octobre 1979
*Que penser ? Que dire ?
Qu'imaginer ?*
- novembre 1979
Toujours les prisons
- mars 1980
Droit et politique
- juin 1980
Hannah Arendt
- septembre 1980
La mémoire d'Auschwitz

Les critiques du totalitarisme*

La nécessité d'une critique du totalitarisme n'était pas une nouveauté pour les lecteurs d'*Esprit*, car le cercle l'Autre Europe (Pierre Kende, Akos Puskas) avait publié des ensembles qui demeurent des instruments de réflexion indispensables : voir surtout « L'autre Europe » (février 1968), « L'Europe après la guerre froide » (décembre 1972).

En parallèle, *Esprit*, avant de se faire largement l'écho du débat qui prenait forme autour de Soljenitsyne et de la question du Goulag, avait publié des documents et des textes qui sont aujourd'hui des références, entre autres : « L'affaire Siniavski-Daniel » (février 1967), « Les opposants en URSS, isolés ou internés » (juillet-août 1971), « Soljenitsyne et le destin de l'Europe » (Jean-Marie Domenach, mars 1974) et le « Guide de psychiatrie pour les dissidents soviétiques » (septembre 1975).

Bien sûr les démocraties totalitaires d'Europe n'étaient pas l'unique cible ; qu'il suffise de rappeler le rôle important qu'*Esprit* a pu jouer dans la « démaoïsation » de l'intelligentsia (« Que savons-nous de la Chine ? », avec Marianne Bastid, Lucien Bianco, Claude Cadart, J.-M. Domenach, Léon Vandermeersch, novembre 1972 ; « La Chine sans lyrisme », avec Claude Aubert, J.-L. Domenach, Gilbert Padoul, juin 1974).

Tout ce travail est prolongé grâce aux textes et chroniques sur la Chine de Claude Cadart, Cheng Yingxiang, W. Zafanolli, L. Franchelieu, Gilbert Padoul (février 1977, juillet-août 1977, janvier et février 1978, septembre 1978, février 1979, juin 1979...). Nous avons publié un récit sur la Révolution culturelle (juin 1979) et présenté la première traduction de « La cinquième modernisation », un dazibao de Wei Jingsheng (avril 1979).

Ce travail radicalement critique sur les sociétés totalitaires ne s'est pas cependant limité à une description, en forme de procès, des appareils. Il s'agit moins de se complaire dans une litanie critique que d'essayer de percevoir ce qui apparaît « dans les fissures du totalitarisme » (articles de Cornelius Castoriadis, Agnès Heller, Pierre Kende, Akos Puskas, Tadeusz Mazowiecki, Tibor Meray, Marc Rakovski, Aleksander Smolar, juillet-août 1978).

L'introduction de ce numéro commençait ainsi : « L'analyse et la critique du totalitarisme comme phénomène politique, comme volonté utopique et forcenée d'unifier la société, ont été à plusieurs reprises faites dans *Esprit*. Il s'agit donc moins de reprendre cette dénonciation que de donner quelques éclairages sur ce que vivent, notamment dans la protestation, les sociétés d'Europe de l'Est et en particulier de dire à travers quelles réflexions sociales et politiques s'expriment les mouvements de révolte et de protestation. »

L'intérêt de ce numéro était souligné par le débat entre A. Puskas et P. Kende : la démocratie libérale est-elle le seul aboutissement concevable pour les sociétés de l'Est, ou bien est-il possible d'envisager une révolution post-totalitaire ? De ce point de vue, voir le numéro sur « La Révolution » (articles

de François Furet, Claude Lefort, Akos Puskas, Marc Richir et Paul Thibaud, septembre 1976) : la critique du phénomène révolutionnaire doit-elle nous conduire à en finir avec l'exigence révolutionnaire elle-même ? Voir également « L'exigence révolutionnaire » (entretien avec Cornelius Castoriadis, février 1977) et encore « Un anniversaire prophétique, vingt ans après Budapest » (articles de Janos Kovacs, N. Krivochéine, Claude Lefort et Adam Michnik, janvier 1977).

Un certain nombre de processus totalitaires s'étant mis en place dans des pays dits du tiers monde, un silence honteux concernant ces pays s'étant substitué au discours tiers-mondiste, il nous a paru urgent de réactiver une réflexion sur le développement. « Les droits de l'homme contre le totalitarisme, la Révolution contre les droits de l'homme : tant que le débat sera posé seulement en ces termes, nous continuerons à percevoir ces sociétés comme si elles étaient des blocs homogènes, jamais fissurés... façon de leur dénier a priori le droit d'entrer dans l'histoire. » (« Perspectives sur l'Afrique » : Angola, Éthiopie, Tanzanie, Sahel, articles de Ch. Allen, G. J. Bender, Guy Belloncle, Jacques Bureau, O. Mongin, février 1979).

La question des droits de l'homme n'a en effet de sens « universel » que si elle ne marque pas des coupures définitives, des frontières insurmontables entre ceux qui prétendent en avoir le monopole et les autres. On retrouverait alors la célèbre et stérile opposition entre ceux qui ont les mains pures et ceux qui n'ont pas de mains : l'affirmation des principes ne va pas sans souci de leur incarnation, et réciproquement (voir le débat avec J. Bureau, G. Chaliand, J.-C. Guillebaud, J. Julliard, O. Mongin et P. Thibaud, janvier 1980). Dans ce même numéro de janvier 1980, nous publions un ensemble sur le khomeinisme et l'islam (entre autres des articles de J.-F. Clément et G. Corm) ainsi que des réflexions sur le développement et l'évolution des rapports Nord-Sud.

* Extrait d'un texte de travail rédigé fin 1979, sous le titre « Guide de lecture », faisant un panorama du travail éditorial de la revue.

Une crise de civilisation ?

Alors que la revue publie dans l'après-68 plusieurs dossiers portant sur le personnalisme et la notion de personne, alors que la révolution communautaire retrouve une certaine actualité, l'équipe présente également de nombreux dossiers marqués par les personnalités d'Ivan Illich et de Michel de Certeau. Du premier, on apprend que l'illimitation des désirs oblige à ne pas dépasser des seuils dans la croissance démesurée des institutions (la médecine, l'enseignement et pas uniquement l'entreprise) ; du second, on apprend que les pratiques culturelles sont diverses et qu'elles peuvent être . . .

Esprit et la religion

« La revue chrétienne *Esprit*... » : l'adjectif confessionnel fréquemment accolé à la revue ne l'est pas toujours sans arrière-pensée, car il sert à repérer, classer et aussi, aujourd'hui plus encore qu'hier, à disqualifier une pensée. Il faut pourtant, tout simplement parce que cette « marque » ne correspond pas à la vérité (la confusion est en outre fréquente avec *Études*, la revue des jésuites), redire qu'elle n'a pas lieu d'être – sauf à croire que des convictions concernant la personne, la justice, la liberté, la communauté..., et l'effort pratique de respect d'autrui, même dans le combat d'idées et la polémique, relèveraient exclusivement d'une éthique chrétienne. Et rappeler que du côté de l'Église catholique, en tout cas, la revue a plus d'une fois semblé bien trop laïque pour être comptée comme chrétienne.

En fait, dans la France marquée par les deux traditions catholique et laïque, la revue a occupé une position originale : elle n'est ni l'une ni l'autre, mais l'une et l'autre, peut-être parce que Mounier et les équipes successives qui l'ont animée ne se reconnaissaient ni dans un seul des deux camps, ni dans la guerre de tranchées qu'ils se sont longtemps livrée. Ils considéraient même que ce conflit, avec la tournure qu'il avait prise en France de non-reconnaissance absolue mutuelle et d'affrontement sans fin, n'avait aucun sens et était désastreux.

D'une part, ils étaient foncièrement « laïcs », aux deux sens du mot : d'esprit laïque, partageant et soutenant des idéaux de la tradition laïque telle qu'elle s'est constituée à partir de la Révolution française et sous la III^e République en France, donc aux antipodes de « la Chrétienté » et éloignés de toute idée de revanche ou de restauration chrétienne dans le champ politique (*Feu la chrétienté*, 1950). Ces positions triompheront au concile Vatican II et paraissent depuis moins originales, mais pour deux ou trois générations, même non chrétiennes, elles ont été décisives.

D'autre part, l'équipe des fondateurs puis celles qui suivirent étaient composées de laïcs dans le sens d'une indépendance rigoureuse par rapport au « magistère » de l'Église catholique et même une indépendance par rapport à un affichage explicitement chrétien, comme celui que Jacques Maritain, très présent dans le projet fondateur de la revue, voulait imposer. Du reste, l'Église catholique respecta globalement cette autonomie – qui n'allait pas de soi à l'époque – et malgré quelques grimaces et quelques grincements de dents, ses interventions ou ses pressions se comptent finalement sur les doigts d'une main (dans l'article où Jean-Marie Domenach prend congé de sa responsabilité de directeur, « Sans adieu » en décembre 1976, il mentionne un épisode où une rumeur d'interdiction de la revue lui avait été transmise par les autorités catholiques). Il importe d'ailleurs de noter que d'emblée, dès 1932 (et il n'en fut jamais autrement par la suite), les laïcs en question ne furent jamais exclusivement d'origine catholique, loin de là, et que dans l'histoire d'*Esprit*, toutes les sensibilités et appartenances ont été présentes

parmi les auteurs de la revue : protestante (Paul Ricœur, André Dumas, Olivier Abel – voir l'article de ce dernier, « Un intermédiaire hésitant : l'intellectuel protestant », mars-avril 2000), juive (Paul-Louis Landsberg, Wladimir Rabinovitch, Alex Derczanski) et, bien sûr, agnostique ou athée.

Il est vrai que le fondateur d'*Esprit*, les directeurs successifs de la revue et des membres importants de la rédaction étaient des catholiques engagés qui ne mettaient pas leur drapeau dans la poche, ni dans leurs écrits ni dans leurs interventions publiques. La revue elle-même, à travers les célèbres « numéros-enquêtes » de 1946 (« Monde chrétien, monde moderne »), 1967 (« Nouveau monde et parole de Dieu »), 1971 (« Réinventer l'Église »), 1977 (« Les militants d'origine chrétienne »), 1997 (« Le temps des religions sans Dieu ») et d'autres numéros plus ponctuels (comme, en 1986, « La religion sans retour ni détour »), ainsi que de nombreux articles et interventions ponctuelles, n'est pas restée « neutre » ni désengagée lors des grands événements et des crises du catholicisme français (crise des prêtres ouvriers en 1954, concile Vatican II au début des années 1960, question de l'enseignement libre, entre autres). Plus qu'un regard critique jugeant de l'extérieur ces événements, il y avait là une volonté portée par la conviction explicite ou implicite que les questions religieuses n'ont pas moins de dignité que les questions sociales et politiques, et que la question religieuse concerne aussi la cité politique. De ce point de vue, les auteurs et la rédaction étaient éloignés d'une certaine laïcité à la française, d'un rationalisme étroit, qui non seulement sépare le religieux du politique, mais considère le religieux comme dépourvu de toute validité et de tout intérêt intellectuels, donc de toute pertinence par rapport au politique. En revanche, un dialogue fructueux s'est instauré à partir des années 1980 avec la Ligue de l'enseignement, porteuse d'un renouveau de la réflexion sur la laïcité (J. Boussinesq, E. Poulat, J. Morineau, G. Gauthier...).

À la relecture de cette tradition religieuse d'*Esprit*, on peut avoir l'impression, il est vrai, que jusque dans les années 1960, les catholiques et apparemment les non-catholiques de la revue partageaient une sorte d'évidence de la présence chrétienne et du rôle essentiel du christianisme (catholique) dans la culture. Le tournant se produit au début des années 1970, avec des générations marquées par le concile Vatican II, Mai 1968, la « crise » violente qui secoue les Églises, l'affaiblissement de leur rôle dans la société, l'effondrement des militants d'origine catholique. L'article de Michel de Certeau (« La rupture instauratrice », juin 1971) et le livre qu'il signe avec Domenach (*Le Christianisme éclaté*, Le Seuil, 1974) marquent ce tournant, qui ne cessera de s'accroître. Il n'est du reste pas sans résonance positive, puisque, s'il entraîne parfois un relatif silence sur le christianisme, il permet l'ouverture au problème de la religion considérée comme telle, et redevenant une question « politique » au sens fort du mot.

Mais l'ouverture concerne aussi une attention plus marquée aux autres religions, en particulier au judaïsme, notamment à travers la présentation de figures comme celle de Gershom Scholem (voir « Les Juifs dans la modernité », mai 1979 ; « Juifs-chrétiens : éloge du franc-parler », juin 1990

qui présente un entretien avec Emmanuel Levinas). En cela, *Esprit* suit une évolution perceptible dans la société contemporaine où la tradition juive, en des formes renouvelées, a fait un retour marquant. Dans une période où il a fait l'objet de nombreux malentendus, l'Islam est devenu un sujet récurrent, tant en ce qui concerne sa tradition que ses formes contemporaines à l'étranger comme en France (« À la recherche du monde musulman », août-septembre 2001). L'Iran, l'Afghanistan, les néofondamentalismes et d'une façon générale la question de l'islam politique ont été éclairés par Jean-François Clément (voir le numéro « Le Proche-Orient dans la guerre », mai-juin 1983), Joseph Maïla ou encore Olivier Roy (entre autres « L'islam politique : un échec ? », août-septembre 1992). Enfin, l'installation désormais permanente de la religion islamique dans l'espace européen sollicite également la réflexion (« L'islam d'Europe », janvier 1998).

Nous en sommes là encore aujourd'hui à certains égards : si la perplexité sur le devenir des religions, et en particulier du christianisme, demeure notre lot (« À la croisée des religions », février 1999), notre conviction reste entière quant à l'importance du religieux dans les sociétés contemporaines.

- • créatives sans pour autant s'identifier à des œuvres, point de vue qui n'est pas sans perturber l'esprit éducateur des personalistes. Mais la revue demeure également présente sur le plan social et politique. Même si Mai 1968 est un temps privilégié, la revue « antitotalitaire » en vise les excès politiques et gauchistes en même temps qu'elle découvre les vertus de la démocratie vantées dans ses colonnes de manière différente par Michel Crozier ou Georges Lavau.

Durant cette période marquée par l'après-gaullisme *Esprit* intervient dans les débats politiques, sociaux et syndicaux, ce dont témoignent de nombreux ensembles consacrés à l'apparition de formes inédites de participation et de représentation, aux nouveaux liens entre l'État et la société civile. Politiquement, la revue se marque alors par une certaine proximité avec les thèmes chers à la « nouvelle gauche », que l'on appellera plus tard « deuxième gauche » : cette position se traduit par la critique frontale du Programme commun, mais aussi à travers des vues communes avec la CFDT. C'est encore l'âge de l'autogestion et des « nouveaux entrepreneurs », pour reprendre une expression lancée alors par Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret.

Dans le champ social, on se préoccupe beaucoup des transformations à l'œuvre sur le terrain de l'éducation bien sûr, allant de la complicité avec • •

Esprit et le théâtre

Marqué successivement par les chroniques de Pierre-Aimé Touchard (responsable de la chronique théâtrale avant-guerre, il sera nommé administrateur du Théâtre français après la guerre), Marc Beigbeder (chroniqueur théâtral dans l'immédiat après-guerre) et Alfred Simon (chroniqueur théâtral depuis 1955), *Esprit* accompagne l'aventure du théâtre pour diverses raisons. Tout d'abord, le travail de Cécile Parisot l'a bien montré (*La Revue Esprit de 1932 à 1935 : un personnalisme se cherche*, thèse de doctorat, Paris-IV-Sorbonne, 1999), la communauté des gens d'*Esprit*, surtout durant la première période, fonctionne sur le mode d'un groupe théâtral avec ses régisseurs, metteurs en scène et « intellectuels-comédiens » en tout genre. Ensuite, la représentation théâtrale est l'un des ressorts de l'éducation populaire, une occasion de mettre en relation les grandes œuvres du répertoire et le public populaire. Enfin, la fête est une dimension de la communauté personnaliste. Ponctué par le numéro spécial de mai 1965 (« Notre Théâtre. Théâtre moderne et public populaire ») auquel participent aussi bien Jean Dasté, Jo Tréhard, Roland Barthes, Bernard Dort, Roger Planchon, Jean-Louis Barrault que Jean Vilar, et par les ouvrages de Jean-Marie Domenach (*le Retour du tragique* est consacré au théâtre) et Alfred Simon (*les Signes et les songes*), *Esprit* suit le cheminement progressif du théâtre populaire symbolisé par les aventures de Vilar au TNP et d'Avignon avant que Mai 1968 ne vienne, au nom de la fête et de la rue, mettre en cause le primat du texte et de la représentation. Accompagnant ensuite l'aventure du Théâtre du Soleil, suivant la réalisation du film consacré à Molière, s'arrêtant longuement sur l'*Âge d'or* mis en scène par Ariane Mnouchkine, Alfred Simon n'en défend pas moins un théâtre de texte (il valorise Jean Genet, Paul Claudel mais aussi Samuel Beckett) et met en cause la suprématie de la mise en scène. En suivant l'aventure théâtrale d'*Esprit*, on comprend combien ses animateurs ont oscillé entre une célébration de la fête (la communauté est festive, ludique) et un respect du texte, de l'œuvre écrite. Aujourd'hui, le texte est rare et la fête résiduelle, résumée au show télévisé, quand elle n'est pas instrumentalisée. Passionné par Molière comme André Bazin l'était par Chaplin, Alfred Simon montre bien dans son *Molière* que l'œuvre de ce dernier est constituée de strates successives, que les personnages des dernières pièces sont redevables à la farce initiale, aux comédiens du Pont-Neuf qui lui apprennent l'art de la sarabande et témoignent de l'inscription populaire de toute œuvre, de même que Chaplin a plié son corps burlesque aux lois de la pantomime apprise sur les tréteaux dès l'enfance. Entre le peuple et l'élite doit passer le courant que Molière et Chaplin ont fait passer entre le haut et le bas, entre la culture populaire et l'invention de types et de personnages.

le Cambodge après 1975 et dans ce qui a continué d'ébranler la Chine après la Révolution culturelle. Cette volonté conforte de nouveaux compagnonnages intellectuels, en particulier les rapprochements avec les penseurs issus de « Socialisme ou Barbarie » (Claude Lefort, Cornelius Castoriadis déjà précédés par Daniel Mothé) ainsi qu'à une critique de la langue de bois que pratiquait le progressisme de gauche à la française.

L'Archipel du Goulag de Soljenitsyne, cet « essai d'investigation littéraire » (Claude Lefort), invite à lever les mensonges, dans le respect des faits mais aussi en prenant conscience que la vérité demande un effort d'imagination. La revue s'engage dans une entreprise de publication et de discussion d'auteurs, d'écrivains ou de philosophes jusqu'alors mal connus ou parfois restés aux mains des cercles marxistes, et qui portaient un regard neuf, acéré, inventif sur les sociétés et l'histoire récente : ainsi Louis Dumont, Ivan Illich et René Girard ou l'école de Francfort (Adorno, Walter Benjamin, Horkheimer), les dissidents chinois, le philosophe et dissident tchèque Jan Patočka (rédacteur de la Charte 77), des intellectuels polonais comme Adam Michnik, Bronislaw Geresmek, Tadeusz Mazowiecki, le cardinal Wojtyla (le futur pape Jean-Paul II)... Si la revue, qualifiée durant cette époque d'antitotalitaire, s'est rapprochée du camp idéologique libéral, elle a maintenu le cap du réformisme sur le plan politique, ce

- novembre-décembre 1980
Drogue et société
- janvier 1981
Le défi polonais
- octobre-novembre 1981
La gauche : pour faire quoi ?
- février 1982
Le corps
- juin 1982
Maurice Merleau-Ponty
- octobre 1982
La culture technique
- novembre-décembre 1982
Enseigner quand même
- mai 1984
Traversées du xx^e siècle
- octobre-novembre 1984
Terrorismes
- juin 1985
Hannah Arendt
- janvier 1986
Nicaragua
- avril 1987
Le nouvel âge du sport
- juillet-août 1988
Paul Ricœur

qui passait par une revalorisation de la société civile et une défense des droits de l'homme.

Cette volonté de médiation et de traduction est déployée aussi dans des ensembles spéciaux qui ont donné leur place à des références contemporaines marquantes : Hannah Arendt (juin 1980), Maurice Merleau-Ponty (juin 1982), Paul Ricoeur (juillet-août 1988). *Esprit* a ainsi contribué à préparer le renouveau actuel de la philosophie politique en France.

Forces et faiblesses de la démocratie

Obstinément présente sur le front antitotalitaire et soucieuse d'une recomposition sociale et politique en France, la revue se penche parallèlement sur sa propre histoire à l'occasion du numéro sur les « Militants d'origine chrétienne » (avril-mai 1977), et s'interroge sur le devenir de la religion dans une société démocratique et laïcisée (« La religion sans retour ni détour », 1986). Alors que le combat antitotalitaire conduit certains à vanter la suprématie des valeurs européennes, *Esprit* développe une réflexion comparatiste dans le sillage de l'anthropologie de Marcel Mauss et de Louis Dumont, après avoir discuté les travaux de Claude Lévi-Strauss durant les années 1960. Selon ce courant, les valeurs « individualistes » des Modernes doivent croiser des valeurs plus collectives.

On le pressent, cette période fort active durant laquelle la revue donne l'impression de se distancier de son héritage personnaliste et dépense beaucoup de son énergie hors de France, présage d'un retour à des intérêts hexagonaux et à une interrogation sur le monde démocratique qui donneront lieu aussi bien à une réactualisation de la pensée politique qu'à des controverses directement politiques. Ainsi la revue va-t-elle, et c'est son rôle, osciller entre des incursions dans l'actualité la plus immédiate et des prises de distance qui la conduisent à réfléchir à l'avenir de la démocratie des Modernes.

1989-2002

Aujourd'hui... et la suite

1989-2002

Olivier Abel • François Bédarida • Jean-Philippe Béja • Pierre Bouretz • Dominique Bourg • Stanislas Breton • Pascal Bruckner • Monique Canto-Sperber • Benoît Chantre • Jean-Pierre Chrétien • Daniel Cohen • Éric Conan • Guy Coq • Jacques Darras • Gil Delannoi • Jean-Philippe Domecq • Jacques Donzelot • Jean-Pierre Dupuy • Ronald Dworkin • Alain Ehrenberg • Jean-Claude Eslin • Antoine Garapon • Paul Garapon • Pierre Grémion • Claude Habib • Pierre Hassner • Mohammed Khaïr-Eddine • Jean-Louis Laille • Marc Lazar • Adrien Le Bihan • Daniel Lindenberg • Joseph Maila • Michel Marian • Abdelwahab Meddeb • Marie Mendras • Olivier Mongin • Véronique Nahoum-Grappe • Pierre Pachet • Marc-Olivier Padis • Bernard Perret • William Pfaff • Myriam Revault d'Allonnes • Paul Ricœur • Joël Roman • Pierre Rosanvallon • Olivier Roy • Jacques Rupnik • Denis Salas • Jean-Louis Schlegel • Lucile Schmid • Amartya Sen • Benjamin Stora • Charles Taylor • Irène Théry • Tzvetan Todorov • Georges Vigarello • Michael Walzer

Après le tournant lyrique de 1989, que symbolise la chute du mur de Berlin et qui précède l'affaissement de l'empire soviétique en 1991, le combat antitotalitaire s'est progressivement essoufflé. Mais l'extension de la démocratie et, avec elle, du droit et du marché, a trop facilement donné lieu à une rhétorique du désenchantement qui dérive vite, sous couvert parfois de nostalgie des utopies, dans la dénonciation de l'« horreur économique » et du « totalitarisme démocratique ». La valorisation du pluralisme a été trop vite caricaturée tantôt sous la forme de l'indifférence sceptique, tantôt sous les dehors de la béate satisfaction consumériste. Si la démocratie s'accommode fort bien du relativisme et du scepticisme, si elle néglige ses propres dilemmes, la tâche contemporaine de la pensée est de comprendre au mieux l'énigme de la démocratie, de l'individu qu'elle produit, des modes de vie qu'elle entraîne.

Ainsi, les interrogations sur la démocratie comme régime politique et comme forme historique, qu'on se penche sur les transitions démocratiques dans l'espace postcommuniste ou sur la santé politique, sociale et spirituelle des démocraties plus anciennes, sont devenues plus préoccupantes. Comme si, après le changement de direction et d'équipe de la revue en novembre 1988, on s'était tourné brutalement vers nos propres sociétés



tés, trop longtemps oubliées au profit d'une vision heureuse du progrès et de la modernité, pourtant dénoncée régulièrement dans la période précédente par Paul Thibaud. Les questions se pressent au sein des démocraties « installées » : comment concilier la souveraineté, les droits de l'homme et l'État de droit ? comment accompagner la sortie des trente glorieuses et de la république salariale et réinventer les formes de solidarité ? comment assurer la cohésion sociale et la citoyenneté ?

Ces questions à multiples détentes prennent forme dans un contexte de montée de l'Europe institutionnelle qui invite à une réflexion aussi bien sur la nature de la communauté (projet pragmatique qui se définit en avançant ou objet politique non identifié ?) que sur ses potentialités politiques, cruellement mises en défaut par les faillites politiques de la communauté au Sud (Algérie) comme en Europe centrale, particulièrement face à l'implosion yougoslave. Le développement de la guerre en ex-Yougoslavie a permis à la fois d'observer les difficultés politiques et les déchirures de la sortie du communisme, les recompositions du nationalisme, la conjonction d'une construction et d'une défection simultanées des institutions démocratiques dans l'ancien glacie de l'empire soviétique mais aussi de nouvelles formes de l'impuissance des démocraties face aux drames historiques annoncés.

Les mondialisations ou les ruptures en série

Alors qu'il apparaît que l'après-1989 est synonyme de mondialisation, de montée en puissance de la globalisation économique, alors que les révolutions capitaliste et technique affectent le travail et les solidarités, mais sans doute aussi la formation de soi, le langage commun et les modes de sociabilité, c'est-à-dire au fond des réalités anthropologiques, il faut inventer, pour la seconde fois dans l'histoire de l'Europe, un nouveau type de solidarité et d'État providence. La revue est au cœur de ces interrogations sur l'État providence, mais aussi sur les mœurs démocratiques, sur l'inflexion des liens entre le groupe d'appartenance, la communauté politique, l'individu, voire encore sur les valeurs et les formes contemporaines de l'engagement.

Au-delà de ce qui concerne les mœurs démocratiques, et la culture politique française, au-delà des réflexions sur le sort politique de l'Europe, la

mondialisation invite à scruter les mutations en cours. Sont-elles sociologiques, politiques, économiques ou renvoient-elles plus fondamentalement à une crise de civilisation, pour reprendre l'intuition et le vocabulaire personnalistes d'autrefois ? Autant de questions qui obligent à admettre que la place de la France et de l'Europe s'est profondément modifiée et qu'à ne pas l'admettre on risque de s'enliser dans la lamentation et la nostalgie. S'interroger sur des mondes émergents (Chine, Inde, Asie du Sud-Est...) ou des continents à l'abandon (Afrique...) autrement que sur le seul plan économique est une invitation à reprendre notre réflexion sur la nature et le contenu des valeurs européennes. Le chantier est vaste, mais nul ne sait clairement comment le mener à bien.

La période a suscité une mise à l'épreuve des grilles de lecture successivement mobilisées dans l'espace public pour rendre compte du flottement de l'interprétation historique après 1989. La « fièvre identitaire » (janvier 1997) a notamment servi de référence pour comprendre différentes formes de mobilisation et de radicalisation politiques. Pour autant, les débats sur le multiculturalisme, la guerre des cultures, le spectre des nationalismes, les politiques de la haine appelaient des analyses spécifiques. D'une part, les confusions entourant le « néofondamentalisme » islamique (juillet-août 1990) montrent la nécessité de s'interroger sur l'intrication des références culturelles, religieuses et

- janvier 1989
Contre le scepticisme
- février 1990
La grande Europe et ses nations
- mai 1990
France-Algérie : les blessures de la mémoire
- décembre 1990
Où va le journalisme ?
- février 1991
La France des banlieues
- février 1992
La crise de l'art contemporain
- mai 1992
Que faire de Vichy ?
- août-septembre 1992
L'islam politique : un échec ?
- mai 1993
Nouvelles questions du féminisme
- février 1994
Vices et vertus de l'image
- janvier 1995
Avec l'Algérie
- août-septembre 1995
L'avenir du travail
- novembre 1996
Mythes et réalités de la mondialisation

politiques. D'autre part, le « poids de la mémoire » (juillet 1993) apparaissait de plus en plus notable dans les références et les constructions politiques, y compris en France, qui va depuis lors de « dénégations » en « révélations » sur son histoire, montrant sa difficulté à prendre en charge tous les épisodes d'un passé récent. La revue avait pourtant anticipé ce retour sur le passé récent, qu'il s'agisse de Vichy (mai 1992), de la Résistance (janvier 1994) ou de l'Algérie (mai 1990).

Pour comprendre les mutations mal cernées de la période récente, il faut en revenir à une description réaliste de la société française, qui commence par une investigation de divers milieux professionnels (« La fin des paysans », novembre 1990 ; « Où va le journalisme ? », décembre 1990 ; ou encore « Les élites de la République sur la sellette » à propos de la haute fonction publique en octobre 1997). En outre, le malaise français demande de comprendre les relations entre les générations (« Les orphelins des trente glorieuses », octobre 1996 ; « Pour un new deal entre générations », octobre 1998), d'ausculter les points de souffrance sociale (« À quoi sert le travail social ? », mars-avril 1998 ; « La France des banlieues », février 1991) mais aussi les formes contemporaines de la culture (la crise de l'art contemporain, juillet-août 1991, février 1992 et octobre 1992 ; la télévision, janvier 1993 et juin 2001). Les ruptures concernent aussi les risques quant à la dignité humaine (naissance et sélection prénatale, handicap, euthanasie) ou des problèmes inédits de santé publique (épidémies, sida, drogue, dopage, vache folle). Enfin, à travers ces sujets, les années 1990 voient aussi largement discuter dans la revue la « montée du droit » dans la politique internationale et dans la vie politique. Que signifie la grille juridique pour l'éducation (droits de l'enfant), l'évolution des violences, la protection juvénile, ou encore les recompositions familiales et la filiation ?

Horizons et chantiers

Depuis le 11 septembre 2001 et les attentats qui ont foudroyé les Twin Towers de Manhattan, le monde s'interroge plus que jamais sur lui-même. Quel avenir sera le nôtre ? Les démocraties ont-elles un avenir hors des pays occidentaux ? Dans quelle mesure les États-Unis, mais aussi l'Europe, seront-ils à la hauteur de leurs responsabilités dans les décennies à venir ?

Les tendances au long cours depuis l'après-guerre froide vont-elles se confirmer (relations plus étroites de l'Occident avec la Russie, puissance de plus en plus affirmée de la Chine, émergence de l'Inde et de l'Asie du Sud) ? Y a-t-il un horizon historique postcolonial que certains qualifient déjà de postdémocratique ? La disjonction du marché et de la démocratie est-elle consommée ? Bref, le début du XXI^e siècle met un terme au cycle court inauguré par la chute du mur de Berlin (1989-2001), un cycle marqué par un climat de léthargie et un assoupissement historique.

Aujourd'hui, force est de reconnaître que nous vivons une période trouble, énigmatique. Mais faut-il céder aux rapprochements hâtifs et accorder du crédit à la comparaison souvent mise en avant entre les années 1930 et la première décennie 2000 ? Est-il concevable et utile de renouer avec le langage initial des fondateurs de cette revue, au risque de ne pas tenir compte de l'histoire qui s'est déroulée depuis 70 ans ? Nous ne le pensons pas. L'anticapitalisme, la dénonciation des forces de l'argent et des mœurs individualistes n'autorisent pas à enterrer la revendication politique de la démocratie, surtout dans un contexte où l'action terroriste relève plus d'une volonté de domination que des ruses du Capital. Mais l'esprit antitotalitaire, indissociable de l'exigence démocratique fortement marquée par les années 1970, et la critique radicale du progressisme (le progressisme de

- décembre 1996
Malaise dans la filiation
- mars-avril 1997
Le temps des religions sans Dieu
- juillet 1997
Lectures d'Emmanuel Levinas
- janvier 1998
L'islam d'Europe
- mars-avril 1998
À quoi sert le travail social ?
- juillet 1998
L'esprit Jean-Marie Domenach
- novembre 1998
Peut-on réguler le capitalisme ?
- mars-avril 1999
Le pari de la réforme
- mai 1999
Les politiques de la haine
- janvier 2000
Quel capitalisme ? Quelle critique du capitalisme ?
- juin 2000
La nouvelle question Nord-Sud
- août-septembre 2000
Les historiens et le travail de mémoire
- mars-avril 2001
L'un et l'autre sexe

gauche, celui des compagnons de route, mais aussi le progressisme béat de la technique, qui se nourrit de l'illusion d'une éradication de la mort), sont conduits dans une double direction.

D'une part, en regardant en arrière, comme des historiens au long cours, nous nous interrogeons sur le socle de valeurs qui porte les sociétés démocratiques. Au-delà des comparaisons entre cultures politiques, il faut s'interroger sur « la dynamique de civilisation » qui a structuré progressivement l'institution historique des démocraties. En renonçant à certaines des traditions porteuses de la modernité, en allant de l'avant sans mémoire aucune, ne sommes-nous pas en train d'inventer une démocratie vide, sans contenu, une démocratie qui ne tient que par des individus otages de réseaux et de bulles ? Il y a là une première piste, celle de l'histoire européenne, qui ne conduit pas à sacraliser naïvement la démocratie, c'est-à-dire les valeurs dont le XX^e siècle nous a appris qu'elles symbolisaient notre patrimoine spirituel. Ce n'est pas d'une crise de civilisation dont il est question mais de la capacité à assurer les fondations de la démocratie et à la consolider.

À cette première approche sur le long cours fait écho d'autre part une interrogation plus circonscrite sur notre présent. Quoi qu'il en soit des ruptures historiques déjà évoquées, le constat d'un épuisement de l'autorité (que ce soit celle de l'État, celle du chef d'entreprise ou celle du père de famille) l'emporte, et, avec lui, celui d'une privatisation de la vie publique et d'une autonomisation croissante des individus. Au-delà des polémiques sempiternelles opposant première et deuxième gauche, les partisans d'un État renforcé et ceux d'une société civile libérée de son emprise, nous observons un affaiblissement de l'État et une dynamique contradictoire de la demande des individus. Dans le premier cas, on voit bien que l'état du monde (fluidité et circulation accélérées) peut conduire aussi bien à une croissance de la solidarité qu'à une demande de sécurité. Dans le second cas, celui des mœurs démocratiques, il apparaît également que la demande d'autonomie peut conduire aussi bien à une responsabilité accrue qu'à une exacerbation de la défense des intérêts particuliers.

Les thèses orchestrées initialement par les fondateurs de cette revue résonnent encore dans les têtes. Mais, on le voit bien, la critique de l'individualisme ne peut être radicale si l'on ne prend pas en compte cette demande d'autonomie ambiguë. La crise de la civilisation n'a plus la même

signification que dans les années 1930 où les non-conformistes n'hésitaient pas à fustiger les tromperies du parlementarisme : notre combat est bien un combat pour une démocratie qui fait paradoxalement office d'utopie. Aujourd'hui, alors que le seul libéralisme économique n'est pas capable de répondre au défi du contrat social après la chute historique du communisme, la réponse à l'individualisme réside moins dans le ressort communautaire en tant que tel que dans la reconstitution de communautés politiques significatives pour l'individu-citoyen.

Faut-il alors conclure que la civilisation occidentale est la mieux à même de conduire cette démocratisation des esprits ? Peut-être pas, si l'on considère qu'elle ne rend pas toujours crédible le message démocratique lui-même. Certainement pas, si l'on admet que la démocratie n'est la propriété historique d'aucune fraction de la planète. Au-delà du thème fort idéologique de la guerre de civilisation, c'est à une mise en forme même de la démocratie dans toutes les portions du monde que nous sommes invités à participer. Si l'Europe témoigne d'une volonté de distinguer les deux cités, de dissocier le spirituel et le temporel, elle n'en est pas moins confrontée depuis plus d'un siècle à une crise des fondements (théologique, esthétique, économique...) à laquelle elle ne peut plus répondre par une fuite en avant progressiste (religion des droits de l'individu, culte de l'argent, fétichisation de la science) mais par une valorisation de toutes les fondations qui forment son assise et lui assurent un avenir. Le conflit entre Anciens et Modernes n'a alors plus grand sens, et notre tâche est de donner tout son sens aux traditions et aux « réserves de mémoire » susceptibles de consolider l'esprit démocratique parmi lesquelles la religion et l'adhésion spirituelle ont un rôle à jouer.

Repenser les composantes de notre complexe héritage revient déjà à reconnaître avec Jürgen Habermas que le programme de la rationalité n'est pas épuisé, mais surtout à admettre avec Paul Ricoeur qu'il faut redéployer tous les autres héritages – à côté de celui des Lumières, les héritages grec et romain, juif et chrétien, médiéval et renaissant, mais aussi l'apport de l'islam et le romantisme du XIX^e siècle – qui sont autant de « promesses non tenues du passé ». Refaire la Renaissance, affirmait le premier éditorial d'*Esprit* en 1932, l'esprit demeure ! Tradition et modernité ne doivent pas être considérées comme antagonistes, mais la perspective s'est profondément élargie et nos dettes multipliées.

C'est donc bien toujours au nihilisme, à notre propre nihilisme, que nous sommes confrontés, dans un contexte qui n'est pas celui d'une dévalorisation de la démocratie mais celui de sa valorisation historique post-totalitaire. Une valorisation qui ne peut être, sur le plan des civilisations, qu'universelle, même si elle doit prendre forme dans des cultures singulières. Le monde n'en est qu'à l'aube de sa mondialisation, même si les tourbillons de l'histoire laissent croire qu'elle est déjà achevée.

Le rôle d'un espace indépendant

Comment aider à comprendre ces révolutions invisibles qui touchent nos vies ? Si le rôle de l'intellectuel hexagonal est parallèlement en train de changer (médiatisation, numérique, nouveau rôle de l'écrit), si nos généalogies intellectuelles se métamorphosent tant sur le plan national (les figures de référence ne sont plus les mêmes, comme l'illustrent les rôles respectifs de Paul Ricœur ou de Germaine Tillion saluée dans le numéro de février 2000) qu'international (intérêt pour la pensée politique et économique d'Amartya Sen, Hans Jonas, Michael Walzer), si les questions à penser dans l'ordre de la science et de l'économie sont plus lourdes que jamais et leur analyse mal maîtrisée en dehors de cercles spécialisés et de textes inaccessibles pour les non-spécialistes, si l'horizon religieux et éthique est loin d'avoir disparu en dépit des dogmes progressistes propres au Moderne et bien que les « appartenances » s'effritent ou se fragmentent par petits réseaux, nous sommes convaincus qu'une revue indépendante comme *Esprit* continue et doit impérativement continuer à incarner l'esprit « généraliste », celui qui a pour souci d'orchestrer des savoirs différents sur le plan de la connaissance, mais aussi celui qui favorise un « consensus conflictuel » sur le plan politique.

L'évolution progressive de notre système politique et la réévaluation du modèle démocratique rendues possibles par la critique du totalitarisme, ont progressivement atténué l'ambition personnaliste de rassembler une avant-garde du changement de civilisation attendu ou désiré dans les années 1930. Pourtant, si elle n'est plus liée à un mouvement politique, la revue reste aujourd'hui connectée à divers réseaux militants. Indépendante de toute maison d'édition, organisée comme une sorte d'université sauvage (où l'on entre et d'où l'on sort au gré de son désir et des événements

qui scandent les temporalités sociale, générationnelle ou individuelle), elle n'en cultive pas moins des relations suivies avec des institutions culturelles (université, édition), des milieux professionnels (travail social, monde éducatif, justice) et des institutions civiques (associations, syndicats). Elle assume, en bref, son identité de revue politique tout en défendant son autonomie rédactionnelle. Les espaces indépendants de création et de circulation des idées sont de moins en moins nombreux dans un contexte où tout le monde parle de communication sans s'interroger sur les contenus ou semble se résoudre à voir la réflexion reléguée à un cantonnement institutionnel des spécialistes ou subordonnée à la logique de la communication.

Où est l'esprit critique aujourd'hui ? Quels engagements ou postures sont susceptibles de peser sur le cours du monde sans renouer avec les méfaits des utopies d'hier ? Où sont les répliques à la logique contemporaine de la marchandise qui s'empare sans vergogne du « hors-prix » de la culture et fait fi de la dignité des personnes ? Répondre exige de penser et d'agir à notre rythme, c'est-à-dire de respecter notre manière artisanale de travailler, un style qui refuse la tyrannie du présent, ce qui ne veut pas dire qu'il interdit des engagements présents quand l'événement y « oblige ».

ESPRIT

ESPRIT

La nouvelle question Nord-Sud

Les globalisations des inégalités
Le Pén et la Banque mondiale traités par la politique
 Vers de nouvelles politiques de coopération au développement ?
 Dominique Boyer, Pierre-Claude, Christian Chagnon,
 Christian Gaudin, Jean-Jacques Gauthier, François Gauthier, Bernard Masson,
 Pierre Jacquemont, Marc Léves, André Théoret, Steve Weidinger



Les services publics, les technologies et le droit d'accéder
 L'économie régionale de la justice
 Annie Jacques, Henry Paul

Les révolutions démocratiques de Togo et du Bénin
 Le politique évangélique en France et en Allemagne
 Jean-Louis, Jean-Marc de Oliveira

22 pages, prix à l'unité, 200 pages ou en six volumes de 36 pages
 (voir aussi le Tricentenaire, Antiquaire / Le centenaire d'Edouard Le Bellet)

juin 1999

ESPRIT

Aux confins de l'art et du sacré

L'écriture comme incantation
 L'Écrit et la mort de Dion
 Les Héros d'Ulysse Maritain
 Christian Fabis, Hubertus Mählke,
 Pierre Schmitt, Paul Richard



Exilisme du vers
 Pascal Bruckner

Retour sur l'impérialisme
 Pierre-Alexis Taguieff

Face au mariage
 Jean-Paul Fassin, Philippe d'Inchausti,
 Denis Guéhenne, Bernard Ferry

Les femmes en politique
 Christian d'Arcton

Les crises d'immigration en Europe. Le sort de l'Édit
 Pour un contrat avec l'Europe
 Pour le pays Jean-Louis Bernabé, Jacques et sa suite

Mars-avril 1999

ESPRIT

Le totalitarisme : un cadavre encombrant

La place de l'origine totalitaire en 11^e siècle
 Geste, institution et psychologie sous le
 Bonaparte, Pétain, Hitler...

Jean-Pierre Billé, François Bédaride, Jean-Michel Bessis,
 Pierre Brouet, Jean Gaudin, Daniel Leconte, Martin Milla,
 Marc Mouton, Ben Ponsard, Jacques Pouchain



La France en grève d'elle-même
 Des crises insidieuses ?

Les fondateurs de l'État moderne François
 Agulhon, Marc
 Retour sur le marxisme
 Richard d'Arcton

juin-août 1999

ESPRIT

1998
 1999
 2000
 2001

1998
 1999
 2000
 2001

Face à
 l'événement

2001
 New York

Viktor Serk, essai sur le Dada
 Alexis Dada

Les parents-marchés européens
 Paul Besson

Jean-François / la philosophie comme art critique
 Patrick Léves

octobre 2001

ESPRIT

*Métamorphoses du racisme
 et de l'antisémitisme*

Christianisme et/ou le surnaturel
 Commentaire pour les deux siècles
 René W. Bédaride et Pierre-Alexis Taguieff



Marginal d'un mondialisme
 Jean-Claude Fabis

De la Biologie au Cosmos, terrain et terrain en 19^e-20^e
 Les médias contre la sécularité ?
 Jean-Claude Fabis

Une culture sans collègues ?

Julien, l'histoire d'un homme / Jean-François Bédaride, de Gauthier,
 Louis et P. Bédaride / Jean-François Bédaride, de Gauthier,
 Louis et P. Bédaride / Jean-François Bédaride, de Gauthier,
 Louis et P. Bédaride

Mars-avril 1999

Bibliographie sommaire

(ordre chronologique)

Pour ne pas alourdir ces indications bibliographiques, nous ne renvoyons pas aux articles publiés dans Esprit sur l'histoire intellectuelle (on peut les retrouver à partir des listes de numéros marquants présentées à chaque séquence chronologique). On renverra cependant aux deux numéros sur la vie intellectuelle parus en 2000 : Splendeurs et misères de la vie intellectuelle (I) et (II), mars-avril et mai 2000. On se reportera également aux articles publiés dans La Revue des revues, Mil neuf cent et Le Débat (en particulier les numéros anniversaires de mai-août 1988 et mai-août 2000 qui comportent une utile chronologie).

Jean-Louis Loubet del Bayle, *les Non-conformistes des années 1930. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Le Seuil, 1969, rééd. 1987.

Daniel Lindenberg, *les Années souterraines, 1937-1947*, Paris, La Découverte, 1990.

Bernard Comte, *Une utopie combattante, l'École des cadres d'Uriage*, Paris, Fayard, 1991.

Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Le Seuil, 1996.

Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit, 1930-1950*, Paris, Le Seuil, 1975, rééd. *Esprit, des intellectuels dans la cité, 1930-1950*, collection « Points-Histoire », 1996.

François Hourmant, *le Désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*, Presses universitaires de Rennes, collection « Res Publica », 1997.

Olivier Mongin, *Face au scepticisme. Les mutations du paysage intellectuel (1973-1993)*, Paris, La Découverte, 1994, rééd. Hachette Littératures, collection « Pluriel », 1998.

Olivier Mongin, *Paul Ricœur*, Paris, Le Seuil, 1994, rééd. collection « Points-Essais », 1998.

Olivier Cariguel, *les Cahiers du Rhône dans la guerre (1941-1945)*, Université de Fribourg, 1999.

Pierre Grémion, « Écrivains et intellectuels à Paris. Une esquisse », *Le Débat*, janvier-février 1999.

- Joseph Rovan, *Mémoires d'un Français qui se souvient d'avoir été allemand*, Paris, Le Seuil, 1999.
- Goulven Boudic, « Emmanuel Mounier : de l'exil intérieur à la refondation d'*Esprit* », *La Revue des revues*, n° 28, 2000.
- Goulven Boudic, *les Métamorphoses d'une revue : Esprit (1932-1982)*, thèse soutenue à l'université de Rennes le 28 janvier 2000, à paraître aux éditions IMEC.
- Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Le Seuil, collection « Points-Histoire », 2000.
- Pierre Grémion, « Mai 1968 et le choc du Goulag », *Commentaire*, hiver 1984, repris dans *Esprit*, mai 2000.
- Joël Roman, *Chronique des idées contemporaines*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 1995, rééd. 2000.
- Jean-Marie Domenach, *Beaucoup de gueule et peu d'or. Journal d'un réfractaire (1944-1977)*, Paris, Le Seuil, 2001.
- François Dosse, *Paul Ricœur. Les sens d'une vie*, Paris, La Découverte, 1997, rééd. 2001.
- Pierre Laborie, *les Français des années troubles*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001.
- Pierre Laborie, *l'Opinion française sous Vichy, 1936-1944*, Paris, Le Seuil, 1990, rééd. collection « Points-Histoire », 2001.
- Jacques Duquesne, *Pour comprendre la guerre d'Algérie*, Paris, Perrin, 2001.
- De l'amitié. Hommage à Albert Béguin*, textes réunis par Martine Noirjean de Ceuninck, sous la dir. de Jean Borie, Neuchâtel, Université de Neuchâtel, Genève, Librairie Droz, 2001.
- Signalons également la reprise en volume de textes marquants du fonds de la revue : Traversées du XX^e siècle, La Découverte, 1988 ; le Travail, quel avenir ?, Gallimard, coll. « Folio actuel », 1997 ; les Violences en Algérie, Odile Jacob, coll. « Opus », 1998 ; Kosovo, un drame annoncé, éditions Michalon, 1999 ; la Justice, une révolution démocratique, Desclée de Brouwer, 2001 ; la Prison immobile, Desclée de Brouwer, 2001 ; le Conflit israélo-palestinien, Desclée de Brouwer, 2001 ; Écrire contre la guerre d'Algérie (1947-1962), Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2002.*

Éléments de bibliographie sur la Seconde Guerre mondiale

(encadré « *Esprit*, Vichy et l'idéologie française », p. 19 *supra*)

Emmanuel Mounier, « L'avalissement ne rend pas », *Esprit*, mars 1950.

Pierre de Sernaclens, *le Mouvement Esprit, 1932-1941. Essai critique*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1974.

John Hellman, *Emmanuel Mounier and the New Catholic Left, 1930-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1981.

Bernard-Henri Lévy, *l'Idéologie française*, Paris, Grasset, 1981.

Paul Thibaud, « Du sel sur nos plaies », *Esprit*, mai 1981.

Emmanuel Le Roy Ladurie, « En lisant *l'Idéologie française* », *Le Débat*, juin 1981.

Pierre Nora, « Un idéologue bien de chez nous : B.-H. L. », *Le Débat*, juin 1981.

Léon Poliakov, « B.-H. L. : mise au point », *Le Débat*, juin 1981.

Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche*, Paris, Le Seuil, 1983, rééd. Fayard, 2000. Voir aussi l'introduction de l'édition « Folio » de *la Droite révolutionnaire*, Paris, Gallimard, 1997.

Michel Winock, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », *Le Débat*, mai 1983.

Shlomo Sand, « L'idéologie fasciste en France (Sternhell) », *Esprit*, août-septembre 1983.

Étienne Borne, « Un Mounier hypothétique », *Revue française de Sciences politiques*, octobre 1985.

Bernard Comte, « À propos de l'action d'Emmanuel Mounier dans les organisations de jeunesse aux débuts du régime de Vichy (1940-1941) », in Gérard Cholvy (dir.), *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs (1799-1968)*, Paris, Le Cerf, 1985.

Bernard Comte, « Emmanuel Mounier devant Vichy et la Révolution nationale en 1940-1941 : l'histoire réinterprétée », *Revue de l'histoire de l'Église de France*, tome LXXI, 1985.

Marc Fumaroli, *l'État culturel. Essai sur une religion moderne*, Paris, De Fallois, 1991.

Joseph Rovani, « L'entrée dans la Résistance », *Esprit*, mai 1991.

Jean-Louis Schlegel, « L'histoire jetable de Bernard-Henri Lévy », *Esprit*, juillet-août 1991.

Joël Roman, « L'État culturel », *Esprit*, octobre 1991.

Daniel Lindenberg, « Des années 1930 à Vichy », *Esprit*, mai 1992.

Bernard Comte, « Pamphlet, histoire et fantaisie. À propos de Mounier, "ministre de la Culture" de Vichy », *Le Débat*, mai-août 1992.

Joël Roman, « Lucidités rétrospectives : quand des historiens font la leçon », *Esprit*, novembre 1994.

Michel Winock, « Vichy et le cas Emmanuel Mounier », *L'Histoire*, mars 1995.

Michel Bergès, *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années 40*, Paris, Economica, 1997.

Daniel Lindenberg, « Les années trente finiront-elles un jour ? », *Esprit*, mai 1997.

Jean-Louis Schlegel, « Des procureurs qui bégaient : le procès Mounier continue », *Esprit*, janvier 1999.

Pierre Laborie, « *Esprit* en 1940, des représentations du désastre », *La Revue des revues*, n° 24, 1997, repris dans *Esprit*, juillet 1999.

Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942). Une révolution conservatrice à la française*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Livres publiés aux éditions Esprit*

- Jacques Donzelot (dir.), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, série « Société », éditions Esprit, 1991.
- Alain Ehrenberg (dir.), *Individus sous influence*, série « Société », éditions Esprit, 1991.
- Collectif, *Citoyenneté et urbanité. Entretiens de la ville I*, série « Ville et société », éditions Esprit, 1992.
- Joëlle Affichard et Jean-Baptiste de Foucauld (dir.), *Justice sociale et inégalités*, série « Société », éditions Esprit, 1992.
- Pierre Bouretz (dir.), *la Force du droit*, série « Philosophie », éditions Esprit, 1992.
- Jacques Lenoble et Nicole Dewandre (dir.), *L'Europe au soir du siècle. Identité et démocratie*, série « Société », éditions Esprit, 1992.
- Claude Habib et Claude Mouchard (dir.), *la Démocratie à l'œuvre. Autour de Claude Lefort*, série « Philosophie », éditions Esprit, 1993.
- Véronique Nahoum-Grappe (dir.), *Vukovar, Sarajevo... La guerre en ex-Yougoslavie*, éditions Esprit, 1993.
- Joël Roman (dir.), *Ville, exclusion et citoyenneté. Entretien de la ville II*, série « Ville et société », éditions Esprit, 1993.
- Collectif, *Politesse et sincérité*, série « Société », éditions Esprit, 1994.
- Jean-Philippe Domecq, *Artistes sans art ?*, éditions Esprit, 1994.
- Jean-Philippe Domecq, *le Pari littéraire*, éditions Esprit, 1994.
- Jacques Donzelot et Philippe Estèbe, *l'État animateur. Essai sur la politique de la ville*, série « Ville et société », éditions Esprit, 1994.
- Joëlle Affichard et Jean-Baptiste de Foucauld (dir.), *Pluralisme et équité. La justice sociale dans les démocraties*, série « Société », éditions Esprit, 1995.
- André Barthélémy, *Un avenir pour la ville. Face à la crise urbaine*, série « Ville et société », éditions Esprit, 1995.
- Pierre Hassner, *la Violence et la paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, éditions Esprit, 1995.
- Paul Ricœur, *le Juste I*, série « Philosophie », éditions Esprit, 1995.
- Paul Ricœur, *Réflexion faite. Autobiographie intellectuelle*, série « Philosophie », éditions Esprit, 1995.

- John Rawls, *le Droit des gens*, avant-propos de Bertrand Guillarme, commentaire de Stanley Hoffmann, série « Philosophie », éditions Esprit, 1996.
- Daniel Mothé, *l'Utopie du temps libre*, préface de Bernard Perret, série « Société », éditions Esprit, 1997.
- Michael Walzer, *Pluralisme et démocratie*, série « Philosophie », éditions Esprit, 1997.
- Alain Ehrenberg (dir.), *Drogues et médicaments psychotropes. Le trouble des frontières*, série « Société », éditions Esprit, 1998.
- Xavier Gaullier, *les Temps de la vie. Emploi et retraite*, série « Société », éditions Esprit, 1999.
- Olivier Roy, *Vers un islam européen*, série « Société », éditions Esprit, 1999.
- Joël Hubrecht, *Kosovo. Établir les faits*, éditions Esprit, 2001.
- Paul Ricoeur, *le Juste 2*, série « Philosophie », éditions Esprit, 2001.

* Les éditions Esprit publient des ouvrages depuis 1991. Il ne faut pas les confondre avec les livres de la collection « Esprit » publiée par le Seuil jusqu'à la fin des années 1980.

Table des matières

1932-1940 La fondation et l'avant-guerre	7
Rupture avec le « désordre établi »	9
La réflexion sollicitée par l'événement	13
1940-1945 La période de la guerre	15
« Contre-attaque interne »	18
« Clandestinité ouverte »	20
1945-1954 La refondation à la Libération	25
Le marxisme de retour	28
Les chantiers de la modernisation	32

Encadrés

Emmanuel Mounier (1905-1950)	10
Paul-Louis Landsberg (1901-1944)	12
<i>Esprit</i> , Vichy et l'idéologie française	19
Les <i>Cahiers du Rhône</i>	20
Grandeurs et misères de la République	21
Albert Béguin (1901-1957)	22

1954-1968 Décolonisation et modernisation	35
L'ardente obligation du Plan	39
Le retour du politique et le ralliement à la V ^e République	43
Face au défi antihumaniste des nouvelles « sciences de l'homme »	44
1968-1989 Mai 1968 et l'antitotalitarisme	47
Une crise de civilisation ?	53
« L'imposture totalitaire a fini par éclater »	58
Forces et faiblesses de la démocratie	60
1989-2002 Aujourd'hui... et la suite	61
Les mondialisations ou les ruptures en série	64
Horizons et chantiers	66
Le rôle d'un espace indépendant	70
Bibliographie sommaire	73
Livres publiés aux éditions Esprit	76

Jean Cayrol	22
André Bazin (1918-1958)	28
André Philip (1902-1970)	29
<i>Esprit</i> et le Seuil	30
<i>Esprit</i> et la guerre d'Algérie	40
Jean-Marie Domenach (1922-1997)	42
Les critiques du totalitarisme	52
<i>Esprit</i> et la religion	54
<i>Esprit</i> et le théâtre	57